

# ***l'Anti*capitaliste**

n°425 | 12 avril 2018 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)

**EXPULSIONS À LA ZAD  
FLICS DANS LES FACS  
CHASSE AUX MIGRANTS**



**CONTRE  
LA POLITIQUE  
DE LA MATRAQUE**

**NE LÂCHONS RIEN!**

## **Dossier**

**L'EXTRÊME DROITE  
À L'OFFENSIVE**

Pages 6 et 7

## **ÉDITO**

**Non aux expulsions,  
la ZAD vivra!**

Page 2

## **PREMIER PLAN**

**SNCF: la grève  
s'enracine**

Page 2



## **ACTU INTERNATIONALE**

**Irlande du Nord. Vingt ans après:  
où en est l'accord du Vendredi Saint?**

Page 5

## **LIBRE EXPRESSION**

**Entretien avec François Graner de  
Survie à propos du génocide des Tutsis**

Page 12



Par SANDRA CORMIER

## Non aux expulsions, la ZAD vivra!

Macron a choisi la force à Notre-Dame-des-Landes: pas moins de 2500 gendarmes pour évacuer une partie de la ZAD! Une intervention violente, qui vise non seulement la destruction des lieux de vie mais aussi celle des projets d'expérimentation agricole, soutenue par les paysans et la population locale. Il n'y avait aucune urgence à intervenir sur ces terres, dont la situation juridique ne sera pas réglée avant un an ou deux. Des négociations sur les projets à long terme des zadistes étaient en cours avec les opposantEs: la preuve que la parole de l'État capitaliste n'est que bla-bla – il faudra s'en souvenir dans les autres « négociations » du mouvement social. Mais il y avait une urgence de politique-spectacle: le tandem Macron-Colomb veut montrer sa volonté inflexible et sa capacité d'action.

La communication est donc au cœur de cette intervention policière. Les journalistes sont maintenus à bonne distance et c'est la gendarmerie elle-même qui fournit les images aux médias, choisies à partir des 200 caméras portables dont sont équipées ses troupes! De source officielle, il n'y aurait eu, le lundi 9 avril sur la ZAD, aucun blessé ni aucune arrestation parmi les zadistes... Le même discours qu'en 2012, lors de la première évacuation, et ses 120 blessés sérieux. Il y a bien une zone de non-droit: celle qui permet les violences policières en toute impunité. Il faut dire que l'enjeu est de taille pour Macron et son gouvernement. Pas question pour lui de laisser la victoire contre le projet d'aéroport essayer davantage. Non! Il lui faut tuer dans l'œuf tout ce qui pourrait faire contagion sociale et transformer la formidable victoire de NDDL en défaite. Écraser pour intimider cheminotEs, étudiantEs... toutes celles et ceux qui tentent de s'opposer, de résister. Et infliger des défaites à tous les mouvements sociaux, à tous les secteurs, à toutes les luttes.

La défense de la ZAD est l'affaire de toutes celles et ceux qui refusent le monde selon Macron. Le gouvernement a choisi le bâton de la répression, nous reprenons celui de la résistance, celui du serment d'octobre 2016: « le serment de revenir si nécessaire défendre la ZAD. Nous ne nous soumettons ni à la loi du profit ni à celle du plus fort: nous sommes là, nous serons là! »

# À la Une

## Expulsions à la ZAD, flics dans les universités, chasse aux migrantEs... Contre la politique de la matraque, ne lâchons rien!

*Défaire toute résistance est la priorité du gouvernement: il veut infliger des défaites à tous les mouvements sociaux, à tous les secteurs, à toutes les luttes. Alors que sa politique est de plus en plus contestée, alors que la grève des cheminotEs bat son plein, que dans les universités le mouvement contre la loi Vidal qui instaure la sélection s'élargit et se renforce... Macron affiche son choix de la répression la plus brutale en décidant l'expulsion des zadistes de Notre-Dame-des-Landes.*

Notre-Dame-des-Landes est plus qu'un symbole, plus qu'une victoire à l'heure où le mouvement social en manque cruellement. C'est aussi une démonstration grandeur nature de la possibilité, sinon d'un autre monde, d'autres rapports, d'une autre façon de produire, de vivre ensemble, de décider, de lutter et... de gagner.

### Un gouvernement de casseurs

Lundi 9 avril à l'aube, 2500 gendarmes mobiles et des véhicules blindés ont attaqué la ZAD, en interdisant l'accès à la presse et en faisant un usage massif de grenades assourdissantes et lacrymogènes. Pour expulser par la force une centaine de personnes, le gouvernement exhibe un déploiement militaro-policière disproportionné. Il s'agit de faire une démonstration de force, comme en témoignent les déclarations de Gérard Collomb: « Qu'une fois pour toutes, on en finisse avec cette opération qui a commencé il y a une quarantaine d'années. [...] Nous maintiendrons des forces de l'ordre pour qu'il n'y ait pas de nouvelle occupation. [...] L'autorité doit régner partout, et la loi doit être respectée partout. » Après avoir été contraint d'abandonner le projet d'aéroport, le pouvoir veut sa revanche, il ne peut en aucun cas concéder une victoire aux opposantEs. Alors que des discussions sont en cours entre le mouvement dans sa diversité et le gouvernement, alors que la situation des terres de la ZAD ne sera pas réglée avant un ou deux ans car c'est un casse-tête juridico-politique, l'expulsion des zadistes ne répond qu'à une urgence politique, une urgence de communication. Le tandem Macron-Collomb veut montrer sa volonté inflexible et sa capacité d'action. Il tente à nouveau, avec cette opération policière et militaire, de diviser le mouvement qui a gagné grâce

à sa détermination, à sa maturité politique, à sa diversité et à sa capacité d'action commune.

### Des CRS contre les étudiantEs

Quelques heures plus tard, la police attaquait les étudiantEs grévistes de Nanterre. Alors que des jeunes mobilisés contre la loi ORE occupaient pacifiquement un amphithéâtre de l'université, son président Jean-François Balaudé a décidé de fermer administrativement toute la fac et de faire intervenir la police. L'administration, appliquant la politique du gouvernement, cherche

à empêcher le développement d'un mouvement étudiant d'ampleur nationale qui ne cesse de croître, comme l'a montré la coordination nationale étudiante (CNE) réunie ce week-end à Nanterre. Alors que les CRS avait feint de quitter les lieux, les étudiantEs se sont réunis en assemblée générale. La police a soudainement investi l'amphi. Plusieurs militantEs ont été passés à tabac et blessés. Au moins 5 étudiantEs ont été interpellés. Incontestablement, le gouvernement franchit un cap dans sa brutalité. Jusque-là, il avait misé

sur la brutalité institutionnelle que constituent les ordonnances pour imposer sa politique. Mais comme cela ne suffit pas à empêcher les résistances, il s'en remet à la force brutale de la répression.

### Construire un autre monde

À Notre-Dame-des-Landes et dans les universités, on discute d'une autre société, comme en 1995, comme en mai 1968. La situation actuelle, dans les quartiers populaires, dans les services publics, dans les lieux de travail, n'est pas acceptable: il faut regagner du terrain, par exemple en imposant le partage du temps de travail sans perte de salaires pour en finir avec le chômage, la création d'un million de postes dans les services publics. De l'argent, il y en a: 93,4 milliards de profits pour les entreprises du CAC 40 en 2017, entre 60 et 80 milliards d'euros d'évasion fiscale en 2017. Ensemble, nous nous sommes mobilisés contre le projet d'aéroport et son monde, un monde capitaliste, productiviste, fait de concurrence et de sélection, de marchandisation et de béton. C'est ce monde qui avance à marche forcée avec la privatisation de la SNCF, la sélection universitaire, la destruction des services publics, de la protection sociale et du code du travail.

La seule réponse est celle qui a permis de gagner contre l'aéroport: la convergence des mobilisations, la solidarité. La défense de la ZAD est l'affaire de toutes celles et ceux qui refusent le monde selon Macron.

Christine Poupin  
et Joséphine Simphon



### SNCF

## La grève s'enracine

*Nous assistons en ce moment à un mouvement de fond à la SNCF. Rares sont les cheminotEs qui n'ont pas encore protesté contre le « Pacte ferroviaire ». Depuis le 3 avril, la grève – deux jours de grève/trois jours de travail – suit le planning de l'intersyndicale.*

### BIEN DIT

« Il serait vain, nous dit-on, d'accueillir davantage d'étudiants à l'université dès lors qu'ils n'ont pas le niveau. Ce serait un gaspillage des deniers publics! Mais la finalité de l'Éducation nationale n'est-elle pas d'éduquer et de former? Ce qui fait la noblesse de notre métier n'est-il pas d'élever le niveau de ceux qui ne l'ont pas, c'est-à-dire pas encore? Quel serait notre rôle s'il s'agissait seulement de dispenser des cours à ceux qui n'ont aucun problème et qui ont la chance d'avoir le niveau et d'être doués pour les études supérieures? »

Tribune collective signée par plus de 400 enseignantEs d'université, franceinfo.fr, 10 avril 2018.

Le mouvement en cours se traduit par une mobilisation forte, mais inégale. À l'heure actuelle, il s'agit d'une sorte de « grève tournante ». Par exemple, certainEs ont fait grève le 22 mars mais pas les 3 et 4 avril. Le dimanche 8 avril, des cheminotEs ont fait grève pour rester en famille mais sont venus travailler le lundi, d'autres sont venus bosser le dimanche pour ne pas perdre trop de primes mais ne sont pas venus travailler le

lendemain... En fonction de certains services, on a pu constater des taux de grévistes faibles le 3 avril, mais forts le 4. Et dans d'autres services, le contraire... CertainEs ont même fini par se joindre au mouvement « seulement » le 9 avril, venant prendre le relais de celles et ceux qui ont, pour l'instant, repris le boulot. Dans les secteurs en pointe, comme chez les conducteurEs et les contrôleurEs, les taux de grévistes sont forts en permanence, bien au-delà de 70%.

D'un point de vue général, on sent une détermination sur le long terme mais cette grève « à la carte » laisse peu de temps aux grévistes pour s'organiser au quotidien, laissant de fait les mains libres aux directions syndicales pour décider du mouvement.

### Un œil sur ce qui se passe ailleurs

Dans les AG et dans les discussions, on a rarement autant échangé sur ce qui se passe en dehors de la SNCF. Chaque mobilisation (étudiantEs,

Carrefour, EHPAD, etc.), ou encore le succès des différentes caisses de grève, l'accueil chaleureux lors des visites à d'autres entreprises, les opérations péages gratuits, etc., sont largement commentés. Cela reflète la compréhension juste que les cheminotEs ne sont pas seulEs face à Macron et que l'enjeu dépasse largement la SNCF. Bref, qu'un « touTEs ensemble » est nécessaire. Mais paradoxalement, cela entraîne une forme d'attentisme: « Attendons de voir ce que les autres secteurs sont prêts à faire avant de se lancer pour de bon. » Il y a également une volonté de garder l'unité. Pas forcément celle des appareils syndicaux, mais l'unité des cheminotEs dans la grève. En gros: « Il serait dommage, alors que nous sommes relativement seulEs, de commencer à nous diviser, notamment sur les modalités de la grève. »



## Le PSU, de la guerre d'Algérie à mai 68

**D**ix ans avant mai 1968 le mouvement ouvrier connut une défaite avec l'arrivée au pouvoir de De Gaulle à la faveur d'un coup d'État militaire. Ce fut, au milieu de la guerre d'Algérie, l'avènement de l'État fort et des institutions de la 5<sup>e</sup> République. La grève prolongée en mars 1963 de plusieurs dizaines de milliers des mineurs sonna comme un réveil de la classe ouvrière. Les années 1963 à 1968, loin d'être ennuyeuses, furent celles d'une nouvelle accumulation de forces et de l'émergence de nouvelles radicalisations.

Le Parti socialiste de l'époque (appelé SFIO : section française de l'internationale ouvrière) était discrédité par son attitude pendant la guerre d'Algérie et ses compromissions avec les forces les plus réac-

tionnaires. La gauche réformiste non communiste morcelée laissait le champ libre à François Mitterrand, candidat de tous les partis de gauche, y compris le PC, à la présidentielle de 1965. Le Parti communiste était de loin la force la plus importante par son implantation dans les entreprises, par le nombre de ses militants, et aussi au plan électoral. Néanmoins, des fissures, apparues dès la guerre d'Algérie, se manifestaient notamment dans son organisation étudiante (l'Union des étudiants communistes) dont allaient se détacher en 1965 et 1966 des courants qui contestaient le réformisme et les méthodes de la direction, marxistes-révolutionnaires (qui créèrent la JCR) ou prochinoïses.

Le PSU (Parti socialiste unifié) est né en 1960 du regroupement d'une scission de la SFIO, opposée à la guerre coloniale, et de plusieurs courants, dont certains d'origine chrétienne et d'autres issus du marxisme révolutionnaire. Le PSU était un

parti hétérogène qui regroupait un spectre politique allant de partisans d'une gauche réformiste «moderne» jusqu'aux militantEs portant une critique de gauche du stalinisme et de la social-démocratie. Il a eu un pied dans les dispositifs politiques institutionnels et un autre dans ceux des mouvements qualifiés à l'époque d'extraparlémentaires. Ainsi le PSU a apporté son soutien aux jeunes de l'usine de la Saviem, une filiale de Renault fabriquant des camions dans la région de Caen, qui ont durement affronté les CRS en janvier 1968. Même soutien aux grévistes de la Rhodiaca. Bernard Lambert, à l'origine de la création des Paysans travailleurs, l'ancêtre de la Confédération paysanne, a rejoint le PSU en 1966. Le secteur international du PSU développait une politique anti-impérialiste, avec notamment une participation aux mobilisations contre la guerre du Vietnam. Alors que la direction de l'UNEF était de fait un cartel de courants politiques,

les étudiants du PSU y sont devenus majoritaires en janvier 1967. Devant l'irruption du mouvement en mai 1968, l'UNEF a agi en coopération avec les nouvelles formes d'organisation et assuré une jonction avec le mouvement syndical organisé. Avec la participation de ses militantEs syndicaux à la grève générale, une présence active dans les comités d'action répandus sur tout le territoire, et une attention portée tout au long des années 1960 aux thèmes du contrôle ouvrier et de l'autogestion, le PSU, malgré la diversité des projets qui le parcouraient, s'est trouvé globalement en phase avec les dynamiques avancées du mouvement. Avec 15 500 adhérentEs fin 1968, le PSU fut rejoint par des militantEs voulant prolonger ce moment qu'il qualifiait lui-même de révolutionnaire. Comment les changements de situation ultérieurs l'ont transformé est une autre histoire.

Jean-Claude Vessillier

## Le chiffre 23%

D'après une étude du ministère des Affaires sociales, 23% des ménages sont dans une situation de pauvreté si on tient compte des dépenses qu'elles ne peuvent supprimer (loyer et charges, remboursement d'emprunts, assurances dont santé, transports, téléphone, cantine...). Ces dépenses représentent 40% et plus du revenu (y compris prestations sociales et moins impôts) des ménages modestes et pauvres, et seulement 23% de celui des ménages aisés.



## Agenda

**Vendredi 13 avril, projection-débat du film «Après le printemps, vie ordinaire de combattants syriens», Paris.** À 18 h 45, au Maltais rouge, 40, rue de Malte, Paris 11<sup>e</sup>.

**Dimanche 15 avril, manifestation contre le projet de loi asile-immigration, Paris.** À 15 h, place Edouard-Herriot, métro Assemblée-nationale. À l'appel du Bureau d'accueil et d'accompagnement des migrants (BAAM).

**Mercredi 18 avril, rassemblement contre le projet de loi asile-immigration, Paris.** De 12 h à 15 h, place Edouard-Herriot, métro Assemblée-nationale. À l'appel des États généraux des migrations.

**Judi 19 avril, journée de grève et de mobilisation interprofessionnelle.** À Paris, départ en manifestation à 14 h de Montparnasse.

À SUIVRE SUR  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

## GAZA L'armée israélienne poursuit ses crimes

Le vendredi 30 mars, plusieurs dizaines de milliers de PalestinienEs manifestaient, en Cisjordanie et à Gaza, pour inaugurer la «marche du Retour», une série d'initiatives qui culminera le 15 mai à l'occasion du 70<sup>e</sup> anniversaire de la Nakba, la grande expulsion des PalestinienEs lors de la création de l'État d'Israël. À Gaza, l'armée israélienne a tiré à balles réelles sur les manifestantEs, alors qu'ils et elles étaient désarmés. Bilan : 20 mortEs et plus de 1500 blesséEs. Une semaine plus tard, les snipers de l'armée d'occupation ont récidivé lors de nouvelles manifestations : 10 mortEs et plus de 400 blesséEs.

Interviewé à propos de ces tueries, le ministre de la Défense d'extrême droite Avigdor Lieberman a déclaré : «Il n'y a pas de gens naïfs dans la bande de Gaza. Tout le monde est connecté au Hamas. [...] Tout le monde reçoit un salaire du Hamas et tous les militants qui essaient de nous défier et de franchir la frontière sont des militants de la branche armée du Hamas». En d'autres termes, Lieberman assume sans complexe le fait que, pour Israël, toutEs les GazaouiEs méritent d'être châtiés et que, dans la petite bande côtière surpeuplée, personne n'est innocent.

### Punition collective

Cohérent avec cette position en totale contradiction avec le droit international, qui interdit toute forme de punition collective, l'État d'Israël a refusé les enquêtes demandées par la représentante de la diplomatie

européenne Federica Mogherini et par le secrétaire général de l'ONU, tandis que les États-Unis ont joué leur rôle habituel en bloquant toute saisie ou déclaration du conseil de sécurité de l'ONU. Une telle enquête et une telle déclaration auraient-elles changé quoi que ce soit à la situation sur le terrain ? Certainement pas. Mais ces événements témoignent une fois de plus du sentiment d'impunité totale dont jouit l'État d'Israël, et de la façon dont ses «amis» le couvrent dans les institutions internationales. Et c'est bien parce qu'elles se sentaient autorisées à récidiver que les autorités israéliennes ont de nouveau donné l'ordre de tirer le 6 avril, conscientes



DR

qu'elles ne risquaient à peu près rien, sinon de timides condamnations de la «communauté internationale».

### Israël : un État hors-la-loi

Ce qui se joue en ce moment à Gaza nous rappelle à quel point les PalestinienEs ne peuvent compter que sur leurs propres forces, et sur le mouvement de solidarité internationale. Ce qu'ils et elles osent revendiquer, ce sont leurs droits.

Rien de plus. Des droits consacrés par de multiples résolutions de l'ONU et théoriquement protégés par des dizaines de conventions internationales, résolutions et conventions qui prévoient des mécanismes de sanction contre les États qui ne les respecteraient pas. L'État d'Israël est un État hors-la-loi et, on ne le répètera jamais assez, mérite d'être sanctionné. Agir pour la mémoire des morts de Gaza, agir pour l'avenir du peuple palestinien, c'est agir pour isoler et affaiblir l'État d'Israël. La campagne BDS, construite sur le modèle de la campagne de boycott de l'Afrique du Sud de l'Apartheid, a remporté des victoires au cours des dernières années. Il faut la prolonger, la développer, en refusant toute forme de chantage à l'antisémitisme et en rappelant que dans la «grande guerre pour la civilisation», les barbares ne sont pas forcément ceux que l'on nous présente comme tels.

Julien Salingue

### Direction SNCF et gouvernement main dans la main

Il faut également faire face au travail de sape de la direction de la SNCF. Celle-ci communique énormément sur les retenues sur salaire, notamment des repos qui seront comptabilisés dans le calcul des jours de grève. Cela amène à des discussions interminables. ChacunE, déléguéEs compris, ayant un avis différent : les textes sont suffisamment oiseux pour que personne ne s'y retrouve. De fait cette atteinte au droit de grève parasite les discussions. Pendant ce temps on ne parle plus du pacte ferroviaire ou de la politique du gouvernement.

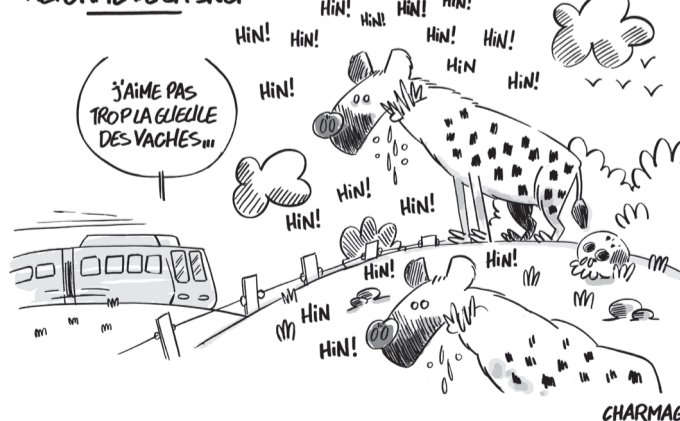
La direction de la SNCF a également décidé de faire rouler les trains coûte que coûte. Sur Paris Lyon, on a pu voir des images de rames bondées avec des voyageurs passant par les fenêtres, de gens sur les voies. Cela

va à l'encontre des règles les plus élémentaires de sécurité ferroviaire, et a choqué de nombreux cheminots. Cela montre jusqu'où la direction est prête à aller pour saboter cette grève.

### Préavis de grèves reconductibles

Jusqu'à présent, le calendrier proposé par l'intersyndicale est globalement validé par les assemblées générales. Mais force est de constater que celui-ci est calqué sur celui des négociations avec un gouvernement... qui ne négocie pas ! Et de toute façon, comme il n'y a rien d'autre à négocier que le retrait du pacte ferroviaire, ce calendrier de grèves - qui va jusqu'en juin - commence à être remis de plus en plus en question. Plusieurs AG, notamment en Île-de-France, se sont prononcées pour des préavis de grèves reconductibles. Ailleurs on discute de partir en reconductible à partir de la journée de

### RÉFORME DE LA SNCF



CHARMAG

mobilisation interprofessionnelle du 19 avril... Ce sera de toute façon inévitable d'en passer par là pour obtenir le retrait du pacte ferroviaire. Mais si dans l'ensemble, la grève s'enracine, il n'y a pas encore de forte poussée de la base pour passer

à la vitesse supérieure. Cela reste pourtant un enjeu important et les choses peuvent évoluer très vite. Notamment au vu de la situation générale qui connaît un regain de contestation ces derniers jours.

Ali Jonas

### L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
0148 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
0148 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur  
de publication :**  
Ross Harrold

**Secrétaire  
de rédaction :**  
Julien Salingue

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 0148 70 42 22  
Fax : 0148 59 23 28  
Mail : rotoiimp@wanadoo.fr



## LOI ASILE-IMMIGRATION

# On ne gagnera pas sans les sans-papiers!

La bonne nouvelle des manifestations qui ont eu lieu dans plusieurs villes le 7 avril contre le projet de loi asile-immigration c'est la mobilisation des migrantEs. La mauvaise c'est leur marginalisation par le mouvement global.

Ce serait l'erreur de ne pas commettre alors que la révolte revient dans les rues : que le mouvement fasse de la lutte des migrantEs un combat annexe et marginal et des migrantEs des tirailleurEs isolés. Oubliés.



À Lyon, le 7 avril. Damien Vergne

### Bonne nouvelle

À Paris et à Rennes au moins, à Lyon, Toulouse et Caen, dans une moindre mesure semble-t-il, ces manifestations ont été marquées par la présence des migrantEs.

À Paris la manifestation a même été largement dominée par la pluralité et la combativité des collectifs de sans-papiers, la présence de résidents des foyers et des collectifs locaux de solidarité militante. Elle a repris le parcours de la « honte à ce pouvoir qui fait la guerre aux sans-papiers ». De La Chapelle à République, en passant par Stalingrad, le quai de Valmy ou gare de l'Est, c'est le parcours des campements et des expulsions de ces dernières années, des espaces désormais interdits, grillagés, surveillés. Mais c'est aussi le parcours des luttes et des solidarités qui se sont mises en place. Lors du dépôt du trajet la veille, la préfecture savait déjà qu'il s'agirait essentiellement d'une manifestation des collectifs de sans-papiers. Mais elle prévoyait 200 à 300 manifestantEs. Il y en a eu entre 10 et 20 fois plus à l'arrivée sur le boulevard de Magenta qui conduit à République.

### Mauvaise nouvelle

La mauvaise nouvelle c'est la faiblesse, quand ce n'est pas leur absence, de l'essentiel des courants qui se mobilisent actuellement contre ce pouvoir. La communication des politiques antimigratoires s'exprime par le slogan cynique du pouvoir « humanité et fermeté ». Normaliser des critères et des quotas de régularisation et de places « d'hébergement » sert à normaliser l'autre face, essentielle : la machine à contrôler et à réprimer, l'extrême précarité et la menace de mort.

C'est foutre dans tous les cerveaux l'idée que la norme n'est pas la vie mais la survie. Celle-ci n'est plus un droit mais un privilège. Une prime de risque. Allez défendre ensuite qu'un revenu décent, le logement ou la santé sont des droits ! Allez contester la sélection à l'école ou à l'université !

### Contre l'assignation à identité et à résidence

Pour légitimer ce projet de société rêvée du Capital, il faut déshumaniser les migrantEs, les réduire au statut d'objet et faire de celles et ceux qui se lèvent des dangers. Parce que leur simple revendication d'être humains qui circulent et exigent l'égalité des droits là où ils et elles s'arrêtent est la négation d'une société qui cherche à nous réduire tous et toutes à des particules fragmentées, jetables, marquées et contrôlées, assignées à identité et à résidence par l'État à disposition des exigences du Capital. La conclusion est limpide : il n'y aura pas de révolte qui puisse aboutir sur la durée, soit-elle celle des cheminotEs alliés aux étudiantEs et aux zadistes, sans les migrantEs, les exiléEs, les sans-papiers, sans que leur revendication de liberté de circulation et d'installation ne devienne celle de toutes les composantes du mouvement.

Denis Godard

## RÉFORME DES INSTITUTIONS La monarchie constitutionnelle de Macron

Le mercredi 4 avril, Édouard Philippe a présenté les grandes lignes du projet de réforme des institutions pour « renouveler la démocratie ». Le projet sera finalisé et présenté formellement en conseil des ministres le 9 mai. Aujourd'hui, il est bien loin des préoccupations actuelles des citoyenEs mais il crée de l'agitation dans le Landerneau parlementaire ! Et surtout, à terme, il renforce « le système jupitérien ». Retour sur ces propositions.

La plus importante est la suppression de la Cour de justice de la République (CJR), une juridiction spéciale chargée de juger les crimes ou délits des membres du gouvernement commis dans l'exercice de leur fonction, une cour d'exception qui n'aurait jamais dû exister... La réforme du Conseil supérieur de la magistrature (CSM), vieille revendication des syndicats de magistrats, vise à renforcer l'indépendance de la justice en obligeant le ministre à respecter l'avis conforme du CSM sur le choix des magistrats. D'autres réformettes n'engagent en rien le gouvernement : la fin de la présence de droit des anciens présidents de la République au Conseil constitutionnel, l'impératif de lutte contre le réchauffement climatique introduit dans la Constitution, des modifications sur le Conseil économique social et environnemental (CESE) qui pourra organiser des consultations de citoyenEs sur les projets d'avenir.

### La démocratie Macron...

La baisse de 30% du nombre de députés et de sénateurs, doublée d'une dose de proportionnelle à 15% et de l'interdiction pour un élu d'effectuer un même mandat plus de 3 fois de suite, sème la panique dans la caste politicienne ! Pour concrétiser l'ensemble de ces mesures qui ne



seront pas adoptées avant fin 2019, il faudra trois lois : une réforme de la Constitution, qui passe par la réunion du Parlement, pour supprimer la CJR, réformer le CSM et le CESE et inscrire la lutte contre le réchauffement climatique dans la Constitution ; une loi organique pour valider la diminution du nombre de parlementaires et le non-cumul des mandats dans le temps et une loi ordinaire pour fixer la dose de proportionnelle... Ça va être long, les parlementaires ont encore de beaux jours devant eux, le non-cumul des mandats ne devrait pas s'appliquer

avant 2032. De plus, les modifications de la Constitution ne peuvent être adoptées que si elles sont votées par les 3/5 des élus, et c'est pour cela que Macron commence à parler de référendum. Référendum « populaire » pour propositions... populistes !

### ... et la nôtre!

En effet, Macron manie dangereusement le populisme. Il limite déjà le rôle des éluEs en utilisant toutes les possibilités que lui offre la Constitution : ordonnances, votes bloqués, procédures d'urgence... Mais il veut aller plus

loin, par exemple en limitant le nombre d'amendements déposés par chaque groupe en fonction de son poids. Monarque démagogue, il n'hésite pas à se présenter comme un super démocrate alors qu'il détruit à coups d'ordonnances nos services publics, les moyens de protection des salariéEs, les possibilités pour l'ensemble des jeunes d'accéder à des études supérieures, le droit d'asile et qu'il fait déployer une répression violente contre toutes les résistances.

Aujourd'hui, une vraie démocratie commencerait par limiter à deux le nombre de mandats exercés dans une vie, à pratiquer la proportionnelle intégrale à chaque élection, à supprimer tous les attributs monarchiques de la Constitution, à pratiquer le référendum sur tous les grands besoins et projets du plus grand nombre de citoyenEs. Ce qui suppose à la fois de travailler toutes et moins pour avoir du temps pour nous occuper de nos affaires et à la fois pouvoir développer librement nos lieux de débat et de décisions. Ce sont nos revendications dans ce système capitaliste servi par un État autoritaire.

Car nous savons que c'est ce système qu'il faut abattre et à ce moment-là seulement nous pourrions inventer une démocratie qui aille jusqu'au bout...

Roseline Vachetta

## LOI LOGEMENT Un projet libéral décomplexé

Le gouvernement a présenté son projet de loi sur la question du logement, dit projet ELAN, lors du conseil des ministres du 4 avril. Une partie de son contenu, celle qui concerne la réforme des HLM, sera présentée devant le Parlement, le reste sera adopté par ordonnances.



PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

Le projet comporte 2 parties essentielles. L'une concerne les HLM, l'autre des mesures d'aide à la construction. Et l'ensemble est un projet libéral décomplexé.

Le gouvernement, dans le cadre de la loi de finances 2018, a tapé dans les caisses des bailleurs HLM en leur imposant des baisses des APL compensées par des baisses de loyer pour rendre la chose indolore pour les locataires. Cela a pour conséquence la fragilisation des plus petits bailleurs (ceux qui logent les populations à plus faibles revenus avec le plus d'APL), qui perdent ainsi leurs possibilités de financements propres, ce qui a provoqué un tollé dans le milieu du logement social. Les mesures annoncées cette fois-ci n'ont d'autre but que de « résoudre » cette difficulté. Les bailleurs vont devoir vendre une partie de leurs logements, avec un objectif de 40 000 par an (contre 8 000 aujourd'hui). Ils sont ainsi censés retrouver des fonds propres. Ils devront aussi se regrouper, d'ici 2021, quand ils seront en dessous de la barre de 15 000 logements.

### Locataires oubliés

Mais les locataires dans cette histoire sont complètement oubliés. Quel logement un bailleur peut-il vendre ? Celui qui est bien situé et

dont le locataire aura les moyens d'investir. Pas celui dans une cité, dont aucun propriétaire ne voudra. Bref, la vente des logements HLM est un leurre qui ne va pas empêcher la fragilisation des bailleurs, bien au contraire, ce qui retombera sur les locataires les plus précaires. De même en ce qui concerne le regroupement des bailleurs. Ceux qui auront le plus de locataires avec APL seront les plus touchés par la baisse des allocations et devront donc être absorbés par des bailleurs

plus solides financièrement. Cette concentration ne se fera pas au bénéfice des locataires qui seront encore plus éloignés des centres de décisions. Ce ne sera qu'une opération financière de plus, une opération de concentration capitaliste des bailleurs qui de sociaux n'auront plus que le nom.

### Promoteurs choyés

L'autre versant du projet de loi ELAN c'est l'aide à la construction. Pas de surprise, les mesures

proposées rencontrent l'assentiment des responsables de la filière béton ainsi que des promoteurs immobiliers. Après l'abattement fiscal obtenu par les propriétaires de terrains qui vendraient d'ici la fin 2019 dans les zones « tendues » (les grandes villes) la loi propose de simplifier les normes de construction, limiter les recours des riverains contre les opérations immobilières, la fin de l'accessibilité universelle pour les handicapés sur toute nouvelle construction. On passerait dans ce dernier cas de 100% à 10% à peine. Quel recul assumé !

Enfin, à côté de mesures anti Airbnb, le projet de loi gouvernemental crée le bail « mobilité » d'une durée de 1 à 10 mois, qui remplacera le bail de 3 ou 6 ans et qui va permettre la normalisation de la précarité pour le plus grand profit des propriétaires.

On est bien loin d'un début de commencement de résorption de la crise de logement. Mais manifestement le gouvernement s'en moque. Il n'a pas été mis en place pour cela.

Jean-Marc Bourquin

Deux de ses signataires, David Trimble pour le UUP (Parti unioniste de l'Ulster) et John Hume pour le SDLP (Parti social-démocrate) vont d'ailleurs recevoir le prix Nobel de la paix. Gerry Adams, président du Sinn Féin, sans qui l'accord n'aurait jamais vu le jour, en étant écarté pour cause de liens avec l'IRA.

**Une décennie de discussions**

Gerry Adams avait pourtant, dès la fin des années 1980, entamé des discussions (secrètes) avec John Hume, révélées en 1992 par une déclaration commune. Elle affirmait la volonté de sortir d'une guerre rampante qui avait causé des milliers de morts et d'emprisonnements depuis 1969, ainsi qu'une grève de la faim historique en 1981, dont Bobby Sands, pourtant élu au Parlement britannique pendant sa grève, fut le premier martyr. Un premier cessez-le-feu de l'IRA, en 1994, ne déboucha sur aucun progrès dans les négociations avec Londres, le gouvernement du conservateur John Hume dépendant des unionistes d'Irlande du Nord pour conserver sa majorité à la chambre des Communes. L'IRA va alors faire exploser un immeuble de bureaux de Canary Wharf, le nouveau quartier des affaires de Londres, en avril 1996. Un « rappel » qui sera entendu : les négociations reprennent très vite et aboutissent en avril 1998 à la signature du Good Friday agreement.

**Situation bloquée**

Cet accord prévoyait la libération de tous les prisonniers politiques, un gouvernement régional autonome, Stormont, la mise en place de structures transfrontalières et la disparition de fait de la frontière lourdement militarisée entre le Nord et la République d'Irlande. Il

## IRLANDE DU NORD Vingt ans après : où en est l'accord du Vendredi Saint ?

Il y a 20 ans, quand les négociations officielles entre unionistes et nationalistes se sont conclues en avril 1998 par la signature du « Good Friday agreement » symboliquement signé le jour du déclenchement de la révolte de Pâques 1916 contre la puissance occupante, l'accord a été salué comme un tournant dans le conflit qui dure depuis 29 ans au nord de l'Irlande.



soulevait de grands espoirs parmi la population nationaliste : Gerry Adams avait promis, lors d'un discours à l'occasion de la commémoration de 1916, que « l'Irlande serait réunifiée en 2016 ». Le retour au pouvoir des Conservateurs et le Brexit vont complètement changer la donne. La situation était déjà très tendue entre les deux partis majoritaires à Stormont, le DUP (Parti démocratique d'Ulster) formation unioniste d'extrême droite liée aux paramilitaires loyalistes qui a évincé l'UUP, et Sinn Féin, qui a marginalisé le SDLP. Stormont est suspendu depuis plusieurs mois et les six comtés du Nord sont pratiquement de nouveau sous le régime de la « direct rule » de Londres.

**Brexit et frontière**

La question de la frontière est un sujet extrêmement sensible pour la population du Nord, toutes tendances confondues. Depuis les accords, une circulation intense des personnes et des biens est devenue la règle. De nombreuses entreprises de la République (Sud), sociétés de service et autres se sont installées au Nord, les routes de communication qui reliaient les villages de chaque côté de la frontière, coupées par de profonds fossés depuis 30 ans, ont été rétablies. Le Brexit remet tout en cause : la Grande-Bretagne quittant l'Union européenne, la frontière devra être remise en place. Et pas une frontière « soft » comme le prétend

Theresa May. La circulation des marchandises sera soumise aux droits de douane et les personnes contrôlées par l'immigration, ce qui implique le retour d'une véritable frontière.

**Polarisation nationaliste**

L'austérité et le chômage frappent durement l'Irlande du Nord depuis la fermeture des grandes structures industrielles comme les chantiers navals de Belfast, qui employaient des milliers de travailleurEs (protestants à 90%), et la reconversion peine à se faire. La crise du logement, déjà aiguë, va sans doute s'aggraver avec les nouvelles coupes budgétaires annoncées par Theresa May. Quant au système de santé, il est au bord du naufrage. Une récente enquête montre que 60% de la population en Irlande du Nord a moins de 100 British Pounds (115 euros) sur son livret d'épargne... Malgré ce contexte économique très détérioré, le chômage et l'effondrement de l'État-providence, les organisations d'extrême gauche comme People Before Profit (issue du Socialist Workers Party) peinent à se faire entendre. Avec 1,8% des voix aux dernières élections en 2017, elle a perdu un de ses deux sièges, la polarisation autour de la question nationale restant le facteur dominant dans le choix des électeurEs.

Mireille Court

## Le monde en bref

**Hongrie Triomphe de l'extrême droite aux élections législatives.**

Avec près de 50% des voix, le Premier ministre hongrois Viktor Orbán et son mouvement Fidesz sont arrivés très largement en tête des élections législatives du 9 avril. Autoritaire, antiféministe, homophobe, raciste, Orbán s'est en outre distingué pendant sa campagne par des propos ouvertement



Viktor Orbán, DR

antisémites dirigés contre le milliardaire George Soros, accusé de financer des ONG destinées à déstabiliser le régime hongrois : « Nous avons affaire à un adversaire qui est différent de nous. Il n'agit pas ouvertement, mais caché, il n'est pas droit, mais tortueux, il n'est pas honnête, mais sournois, il n'est pas national, mais international, il ne croit pas dans le travail, mais spéculer avec l'argent, il n'a pas de patrie parce qu'il croit que le monde entier est à lui (...). Nous avons fini par renvoyer chez eux le sultan et ses janissaires, l'empereur Habsbourg et ses fidèles, les soviets et leurs camarades, et maintenant nous allons en faire autant avec l'Oncle George et son réseau. S'il te plaît, retourne en Amérique et occupe-toi plutôt du bonheur des Américains. » Bienvenue dans les années 1930... Lorsque l'on sait que c'est une autre formation d'extrême droite, le Jobbik, qui arrive en deuxième position avec près de 20% des voix, la situation est plus qu'alarmante. Ce qui n'a pas empêché Joseph Paul, membre des Républicains et président du Parti populaire européen (PPE), de se réjouir dans un tweet : « Le Premier ministre, Viktor Orbán, et les partis de droite continueront à apporter stabilité et prospérité aux citoyens hongrois. »

**Arabie saoudite Mohammed Ben Salman visé par une plainte pour complicité de torture.**

Le prince héritier saoudien Mohammed Ben Salman a effectué une visite officielle de 3 jours en France, reçu en grande pompe par Emmanuel Macron. Cette visite a suscité des protestations de plusieurs ONG et associations, notamment Amnesty International, qui a notamment rappelé que l'Arabie saoudite faisait partie des pays dans lesquels se déroulent le plus d'exécutions capitales, que les arrestations et détentions arbitraires étaient une pratique systématique du régime saoudien, ou encore que la législation « antiterroriste » saoudienne définit « les actes terroristes en des termes vagues et excessivement larges, ce qui permet son utilisation comme outil de répression supplémentaire de la liberté d'expression et des défenseurs des droits humains. » À l'occasion de la visite du prince héritier, le cabinet d'avocats Ancile, engagé dans la défense des droits humains, a en outre annoncé le dépôt d'une plainte contre Mohammed Ben Salman pour « complicité de crime de torture et autres peines ou traitements inhumains, cruels ou dégradants » dans le cadre de la sale guerre menée par l'Arabie saoudite au Yémen. Ainsi que l'a souligné Bastamag le 10 avril, « plusieurs éléments sont en cause, de la présence de centres de détention clandestins tenus par les Émirats arabes unis sur le territoire yéménite – où la torture et les disparitions forcées seraient monnaie courante – aux bombardements indiscriminés frappant les civils. » Lorsque l'on sait que cette sale guerre est conduite en grande partie « grâce » à des armes de fabrication française (voir page 12), on se demande si la plainte ne pourrait pas s'élargir à Macron et son gouvernement, ainsi qu'à leurs prédécesseurs...

## SYRIE Un cauchemar sans fin

Même s'il est moins présent dans les médias, le cauchemar se poursuit en Syrie, tandis que les grandes puissances internationales et régionales décident du futur du pays.

Les forces du régime de Bachar el-Assad avaient reconquis 95% des zones dans la Ghouta orientale après une offensive meurtrière lancée le 18 février qui a tué plus de 1600 civils à l'heure où nous écrivions.

**Douma, des crimes continus**

Plus de 46 000 personnes, dont un quart de combattants, ont aussi été forcées de quitter la Ghouta orientale pour rejoindre par bus Idlib, dans le nord-ouest du pays. Accablés par cinq semaines de déluge de feu et diminués par un siège de cinq ans, les groupes fondamentalistes qui tenaient la Ghouta orientale ont conclu l'un après l'autre des accords par l'intermédiaire de la Russie, les forçant à quitter ces territoires et permettant aux civils d'en faire de même. Seul le plus puissant des groupes salafistes dans cette région, Jaysh al-Islam, qui dispose d'environ 10 000 combattants et tenait encore la principale ville du secteur – Douma – n'avait pas encore conclu un accord définitif avec le régime. Ce dernier a donc repris le 7 avril ses raids aériens sur la ville de Douma, tuant selon les premières estimations plus d'une centaine de civils en 24 heures, avec notamment, à nouveau, de forts soupçons de recours au gaz



© Mulham al-Jundi

de chlore toxique et au sarin. Le régime a finalement, semble-t-il, obtenu ce qu'il voulait : un accord pour déplacer des milliers de soldats de Jaysh al-Islam et leurs familles vers la ville de Jarablus dans le nord du pays a été conclu dimanche, prévoyant le déploiement de la police militaire russe dans la ville.

**Les États-Unis : départ ou pas de la Syrie ?**

Donald Trump a réitéré sa volonté de quitter la Syrie, malgré les réticences de ses plus proches conseillers. La Maison Blanche a ensuite tempéré les déclarations de Trump en précisant que la « mission militaire » visant à éradiquer le groupe djihadiste de

l'État islamique (EI) en Syrie touchait à sa fin, tout en laissant entrevoir qu'un retrait n'était pas pour tout de suite. D'ailleurs aucun agenda de départ n'a été mis en place. Les troupes US, environ 2000 soldats, dont des troupes spéciales, sont présentes dans le nord-est de la Syrie où elles collaborent avec les forces kurdes du YPG et les Forces démocratiques syriennes, notamment dans la lutte contre l'EI. Ces régions sont également riches en ressources naturelles (pétrole et agriculture). Israël et l'Arabie saoudite sont de leur côté attachés au maintien de la présence US en Syrie pour contrer l'influence de l'Iran.

**Russie, Iran et Turquie : partage du gâteau mais avec des divisions**

Un retrait US est encouragé par les principales puissances intervenant en Syrie : Russie, Iran et Turquie. Malgré des désaccords sur certains dossiers (notamment l'avenir d'Afrin et des territoires conquis par la Turquie en Syrie, ainsi que le sort d'Idlib), les trois protagonistes préféreraient que le dossier syrien reste exclusivement entre leurs mains. Moscou et Téhéran profiteraient de ce départ pour accroître leur influence en Syrie. De son côté Ankara, après avoir conquis Afrin avec le soutien de groupes d'opposition syriens à sa solde, en majorité des groupes réactionnaires islamiques, a fait de Manbij son prochain objectif. Erdogan a répété à plusieurs reprises sa volonté de conduire des opérations militaires contre les Kurdes du PYD et de sa branche armée les YPG, le long de la frontière syrienne et même jusqu'en Irak. Un départ possible des troupes US stationnées au côté des YPG dans le Nord permettrait à Ankara d'éviter une escalade diplomatique et militaire, et d'avoir le champ libre afin de reconquérir la zone. Les présidents russe, iranien et turc se sont réunis la semaine passée lors d'un sommet à Ankara, et se sont engagés à coopérer en vue de parvenir à un « cessez-le-feu durable » et maintenir la « souveraineté » de la Syrie. Les crimes du régime Assad se poursuivent dans le silence et avec la complicité des puissances internationales et régionales qui, elles, se partagent les zones d'influence du pays... Joseph Daher



**C**es dernières semaines, les provocations et agressions de groupes d'extrême droite contre des étudiantEs et lycéenEs mobilisés contre la sélection à l'université se sont multipliées. Des provocations et agressions qui s'inscrivent dans un contexte de résurgence des groupuscules d'extrême droite, autour notamment du «Bastion social», qui tente de s'implanter dans diverses villes en ouvrant des locaux et des bars. Retour sur cet inquiétant phénomène.

Dossier réalisé par la commission nationale antifasciste

## LA BASTON PAS SOCIALE

*Pour agir, l'extrême droite a besoin d'être structurée. La présence d'un local militant est un point d'appui. Dans ce contexte, l'activisme du «Bastion social» pourrait apparaître comme un élément de recomposition.*

**L**e terme «Bastion social» est apparu pour la première fois en mai 2017 lorsque le GUD réquisitionne un bâtiment vide à Lyon pour en faire un centre d'accueil «réservé aux Français de souche». L'initiative suscite l'intérêt des néonazis d'Edelweiss en Savoie ou encore chez les jeunes fascistes alsaciens... Tous viennent prêter main forte aux gudards qui occupent illégalement le bâtiment et seront finalement expulsés par la police en juin. Malgré l'échec de l'action, le GUD pense avoir découvert une nouvelle façon de militer et de recruter.

### Une nouvelle organisation au projet fédérateur

Le 21 novembre 2017, un communiqué annonce «la mise en sommeil» du GUD et Steven Bissuel, chef du mouvement, annonce que l'organisation change de nom pour devenir «Bastion social». Peu à peu, la plupart des groupuscules et individus ayant participé à l'action de Lyon se fondent dans cette nouvelle organisation au projet fédérateur. Ils ne tentent plus le squat et passent à la location légale. Au premier bar associatif du Pavillon noir à Lyon s'ajoutent quatre autres locaux, souvent une seule salle voire une cave : L'Arcadia, à Strasbourg, ouvert en décembre 2017 ; l'Edelweiss à Chambéry, ouvert en février ; la Bastide à Aix-en-Provence ; le Navarin à Marseille, en mars. On peut aussi associer l'Alvarium à Angers et un groupe Bastion social sans local à Clermont-Ferrand. Au total, l'ancien GUD, renforcé d'éléments dissidents de l'Action française et du milieu néonazi, regrouperait probablement moins de 300 personnes en France. Deux micro-rencontres internationales ont lieu en mars à Londres à l'initiative de Vortex

Londinium puis à Genève, à l'initiative de Résistance helvétique, avec la participation d'Italiens de Casa Pound, de Grecs d'Aube dorée et de Belges de Nation. Le modèle revendiqué de ces «MJC d'extrême droite» est celui de Casa Pound, favorisé par la proximité géographique de Lyon et Marseille avec l'Italie. Des voyages d'études entre jeunes radicaux italiens et français assurent les échanges. Dans une Italie ravagée par la crise et où la gauche a disparu, une partie de l'extrême droite fait l'analyse que le «social en actes» est un terrain porteur abandonné par l'État italien défaillant et par la gauche, trop préoccupée par les migrantEs selon eux. Pour les gudards français, le «nouveau monde» de Macron et son mépris des catégories populaires produit la même ouverture d'un espace politique où ils s'engouffrent : «qui s'intéresse encore au social et au logement en France?»

### Ezra Pound plus hype que Charles Maurras

Casa Pound a développé une esthétique soignée et une contre-société qui séduit les jeunes fascistes français, certainement davantage que le vieux Maurras malgré les opérations de dépoussiérage de l'Action française. Si l'AF annonce qu'en 5 ans ses adhérents ont été multipliés par 1,5, combien de départs ? L'AF reste une école de formation pour cadres nationalistes. Mais les vieux croûtons qui tiennent la boutique royaliste sont autant de boulets pour les jeunes activistes arrivés dans la dynamique des manifs pour tous. Après leur dernière grande apparition en décembre 2017, pour une manifestation contre l'UE aux allures de cortège de Casa Pound, le «responsable opérationnel de l'AF Provence» emmène avec lui

une scission pour ouvrir les deux bastions sociaux provençaux. À Marseille, ils s'étaient déjà fait la main avec un local rue Navarin, aujourd'hui fermé. À Aix, c'est carrément l'ancien local de l'AF qui est labellisé Bastion social. Les codes sont modernisés et revisités comme par exemple l'étonnante utilisation de symboles de la piraterie ou liés à la mer (Pavillon noir, Arcadia, phare et barre à roue). Les vieilleries de l'extrême droite, bloquée dans les années 1930, sont remisées. Les Identitaires ont tenté la même stratégie (bar + esthétique + social) à Lyon, Rouen, Lille et Nice. Leur réussite est relative, hormis à Lyon et Lille. Les «souples au cochon» pseudo caritatives leur avait permis de se faire connaître médiatiquement en 2006. Les provocations anti-islam sont plus faciles à réaliser et plus efficaces médiatiquement qu'un travail social qui s'avère usant et difficile quand il n'est pas qu'un paravent. Quoi qu'il en soit, la pérennité de ses structures dépend de l'implantation locale de l'extrême droite et du «nomadisme» des jeunes fachos, souvent plus affinitaire que doctrinaire. En conclusion, rien de bien nouveau dans le Bastion social : on est encore loin de la réussite de Casa Pound. L'extrême droite juvénile a une tradition de petit commerce, souvent éphémère, dans le bar ou la fringue. Le Bastion social n'a malheureusement pas le monopole de la violence (voir l'activité du WWK picard avant son démantèlement par la police en 2015) ni des bars-locaux d'extrême droite : le Menhir à Bordeaux ; la Taverne de Thor à Combrès-sous-les-Côtes ; la pitieuse tentative de la Division nationaliste révolutionnaire (DNR) à Tulle ; ou Serge Ayoub et son bar de motards à Berzy-le-Sec.

## CHAMBÉRY, TERRE D'IMPLANTATION DU BASTION SOCIAL

Chambéry fait partie des quatre villes françaises dans lesquelles le Bastion social a ouvert un local. Ce constat peut sembler étonnant, dans la mesure où cette commune de 55 000 habitantEs connaît un taux de chômage largement inférieur à la moyenne nationale et est connue pour constituer une terre plutôt hostile à l'extrême droite. Marine Le Pen n'a par exemple réuni que 14 % des voix à Chambéry et le FN y est traditionnellement faible, puisqu'il n'a pas de local dans la ville et n'a même pas été en capacité de monter une liste aux dernières municipales.

### L'implantation du Bastion social à Chambéry

Si l'implantation du Bastion social à Chambéry peut donc paraître surprenante, elle peut sans doute s'expliquer par trois facteurs. Le premier est la proximité de Lyon, où ont sévi Steven Bissuel et Alexandre Gabriac, figures de l'extrême droite. Le deuxième est lié à la sociologie de la ville qui est sans doute favorable au Bastion social, dans la mesure où il peut recruter tout à la fois dans la fraction supérieure des couches populaires blanches, dont les enfants sont fortement exposés au déclassement social, mais aussi dans la garnison de chasseurs alpins stationnée à

Chambéry. Le troisième facteur est lié aux évolutions de la vieille culture conservatrice et catholique, historiquement très forte en Savoie, qui se trouve de plus en plus gangrénée par les idées d'extrême droite, comme l'a par exemple montré l'engagement militant de l'archevêque de Chambéry dans la construction de la manif pour tous.

Tout cela a permis au Bastion social de se doter d'un groupe d'une trentaine de militants actifs, qui développent une politique à double facette. La première est celle d'une milice fasciste, qui propose à ses jeunes militants de participer à des opérations paramilitaires contre les migrants

et les militants de gauche, comme cela a par exemple été le cas, en octobre dernier, lors de l'attaque à coup de chaînes et de triplex d'une réunion de la Fédération anarchiste à Chambéry qui s'est soldée par deux blessés, dont l'un a eu 30 jours d'ITT. La seconde facette est celle d'un groupe avide de visibilité qui se dote d'un local en plein cœur de la ville, colle massivement ses affiches sur les murs et multiplie les distributions de tracts à visage découvert.

### La réaction du milieu militant

Confronté à la menace fasciste, le mouvement social chambérien a été contraint d'organiser son autodéfense et de sécuriser les

événements qu'il organise, ce qui est une nouveauté dans cette ville jusque-là très calme. Toutefois, refusant d'entrer dans une logique de guerre permanente, le milieu militant a décidé de répondre sur trois autres terrains. Le premier a été celui de la mobilisation, qui a en particulier permis de monter deux manifestations contre le Bastion social, réunissant grâce à la constitution d'un large front unitaire 600 et 700 personnes. Le deuxième est politique, puisque nous avons mené une action spécifique pour contraindre le maire à demander la fermeture du local du Bastion social, ce qu'il a fini par faire après que le conseil municipal a



été envahi par les antifas. Le troisième est juridique, des plaintes ayant été systématiquement déposées contre les agressions fascistes et l'ouverture même de ce local, afin que l'État prenne ses responsabilités. Si la réaction du mouvement social chambérien a été à la hauteur du défi et a mis fortement en difficulté les militants du Bastion social, qui s'attachent actuellement à polir leur image et ont

dû mettre un terme, sans doute malheureusement provisoire, à leurs actions paramilitaires, la difficulté est désormais de poursuivre ce combat dans la durée. Cela ne peut se faire sans parvenir à maintenir un front large, capable de réunir à la fois le milieu antifa et les organisations traditionnelles de la gauche et du mouvement ouvrier, ce qui constitue la politique que le NPA s'attache actuellement à mener.

## TENSIONS DANS LES FACS

Les mobilisations dans les universités polarisent le milieu étudiant et focalisent l'attention des médias. La proximité dans une même enceinte de groupes politiques opposés crée parfois des étincelles. Sans remonter jusqu'aux années 1960, voire 1930, on en trouve des exemples. La « violence des milices d'extrême gauche » que la droite agite n'est pas à l'origine des attaques venues de l'extrême droite. Les fachos se débrouillent très bien sans et les périodes de blocage leur offrent l'occasion de se poser en rempart contre la « chienlit ». La mobilisation actuelle contre la loi ORE ne fait pas exception. Quelques exemples emblématiques...

**Angers.** Avril 2018, poussé par l'exemple montpelliérain, J.-E. Gannat (fils de Pascal Gannat, conseiller régional FN), emmène ses camarades du Rassemblement des étudiants de droite (RED) perturber une AG de la fac de droit. La provocation se double d'une intimidation certaine, et on connaît le passif de la bande. Le RED angevin s'est ainsi illustré avec une action contre le meeting de Philippe Poutou en novembre 2015. En 2016, F.-A. Gannat, un frère, déambule dans les rues avec ses potes de Génération identitaire: chants nazis et agressions physiques, qui se finissent contre la BAC... il sera condamné en justice mais remet ça en mai 2017 avec deux autres de ses potes, cette fois-ci du GUD.

**Paris.** 6 avril 2018, un commando d'une petite vingtaine de très jeunes casqués s'attaquent à l'université de Tolbiac occupée. On comprend mal comment ces pieds-nickelés comptent débloquent la fac en la caillonnant depuis la rue. Mais le message d'intimidation est passé.

En avril 2017, une poignée de royalistes s'était essayée au déblocage du lycée Voltaire. En mars 2018, une dizaine d'individus attaquaient le lycée autogéré de Paris (LAP), aux cris de « Groupe, union, défense » (GUD). Le LAP avait déjà été ciblé en 2007 et un professeur avait été tabassé. Parmi les mis en examen, on comptait cinq membres du RED. Le nom du mouvement étudiant à Angers fait référence à ce groupe apparu dans les années 2000 à Assas, après la disparition du GUD. À l'époque de la mobilisation anti-CPE, le RED s'active contre les blocages et les grèves. Des militants du RED seront poursuivis pour l'agression d'une militante de l'Unef.

**Strasbourg.** Fin mars 2018, un groupe d'étudiantEs arrache des affiches du Bastion social... mais les colleurs sont toujours là. À une quinzaine, ils prennent en chasse les étudiantEs et les frappent. Les habitués du Bastion social ne bastonnent pas que des étudiantEs. En décembre 2017, pour l'inauguration

de leur local, une vingtaine de nerfs, dont le trésorier, attaquent un jeune d'origine maghrébine. Un mois plus tard, le jour de la manifestation pour sa fermeture, deux fachos croient reconnaître des contre-manifestants dans un tram: ils les agressent et puis tapent le conducteur qui s'interpose. Le soir de l'élection de Macron, une quinzaine de personnes attaquent des manifestantEs. Trois d'entre eux seront arrêtés puis relâchés.

**Lille.** Fin mars 2018, les militants de Génération identitaire tournent autour de Lille 2, au moment d'une AG étudiante. Les étudiantEs en lutte ne restent pas indifférents. Verhassel, le leader des identitaires, justifie leur présence pour protéger les étudiants de droite, opposés à la mobilisation. Les identitaires mettent leurs matraques au service des « anti-blocages ». En novembre 2016, un groupe de jeunes communistes reconnus dans un bar avait été attaqué par des habitués de « la Citadelle », le local de Génération identitaire.

## L'EXTRÊME DROITE MUSCLÉE

Le principal danger de ces structures est sécuritaire. Presque à chaque fois, les villes qui ont vu éclore des « bastions sociaux » ont subi des violences d'extrême droite, véritables signaux avant-coureurs. Et la présence d'un local ne réduit pas la tension, au contraire.

### NOUVEAUX FACHOS, SACHEZ LES RECONNAÎTRE



**Lyon.** La liste est longue depuis une vingtaine d'années des agressions physiques et des attaques. Fin 2012, on a vu une recrudescence des agressions racistes et attaques ciblées de militantEs de gauche. La dernière en date est la dégradation, en mars 2018, du local de la CNT 69, après celui de la CGA (coordination des groupes anarchistes), du PCF du 1<sup>er</sup> arrondissement (dégradé cinq fois en cinq ans), de Radio Canut et de la Maison des passages, avant une conférence publique contre le racisme et les violences policières. En avril 2017, un journaliste de Rue 89, qui traite de la transformation du Vieux Lyon en « Facho-land », découvre à l'entrée de son immeuble un graffiti « on sait où te trouver, Laurent », signé d'une croix celtique.

**Nantes.** Deux jours après Angers (cf. « Tension sur les facs »), les amis de F-A Gannat, avec trois autres comparses, passent à tabac deux jeunes, coupables d'avoir arraché une affiche du GUD, en marge de la manifestation spontanée le soir de l'élection présidentielle.

Une étudiante du GUD téléphonera à l'une des victimes, encore hospitalisée, pour l'intimider et modifier son témoignage. Les mêmes avaient déjà attaqué en février un adolescent originaire du Bangladesh. Le Bastion social n'a pas encore ouvert de succursale à Nantes. Les déboires judiciaires du GUD pourraient l'expliquer. Pour autant, la présence violente de l'extrême droite ne faiblit pas. En décembre 2017, une bande cagoulée gaze et matraque des militants sur un lieu occupé de l'université, en soutien aux jeunes exilés isolés. L'attaque est revendiquée par un « front anti-collabo » qui affirme « qu'aucune personne qui se livre à l'organisation ou la promotion de l'immigration ne sera plus en sécurité ».

**Chambéry.** Voir l'article ci-contre.

Il est significatif que tous ces locaux comportent souvent une salle de boxe, parfois une bibliothèque mais toujours un bar. Si ces vaillants « jeunes rebelles blancs » s'entraînent aux sports de combat,

ils sont loin d'être tous « straight-edge ». Les soirées ou les concerts, bien arrosés, finissent souvent en bris de verre ou en coups de poing... L'alcool ne rend pas plus intelligent, qu'on s'appelle J-V Placé, Davy Rodríguez ou F.-A. Gannat. Les connexions avec certains groupes ultras du football favorisent les pratiques violentes. Encore récemment, en mars 2018, des affrontements entre hools lyonnais et policiers (qui comptent treize blessés) impliquent l'extrême droite lyonnaise: les perquisitions permettent d'ailleurs de découvrir deux armes à feu non déclarées... Des cas similaires existent à Paris, Lille ou Strasbourg. Les modes relèvent aujourd'hui plus du monde des tribunes que du folklore skin-head nazi, qui reste pourtant ancré dans l'imaginaire collectif. Leur violence, parfois plus psychiatrique que politique, s'exerce aussi entre eux: le fondateur du premier Pavillon noir, longtemps chef du GUD, Logan Djian a été filmé en 2015 frappant et insultant chez lui son « Kamarad » goudard Édouard Klein.

CONTRE L'AGRESSION FASCISTE AU LYCÉE PERIER ...



ORGANISONS NOTRE COMITE D'AUTODEFENSE

CAL - PERIER



ECRASONS LES BANDES FASCISTES ASSAS 6 MAI



LES ETUDIANTS BALAIENT LA VERMINE FASCISTE DE LEUR FACULTE

## SOCIAL ET ÉLECTIONS: RÉPARTITION DES TÂCHES

La dimension violente couplée aux querelles d'égo des petits chefs rend incontrôlables, par un FN en quête de respectabilité, les groupes. D'autant que ces franges radicales ne témoignent pas forcément de la sympathie politique pour Marine Le Pen. Le FN n'a pas vraiment besoin de nerfs pour semer la terreur dans les rangs du mouvement social. Son écho dans de nombreuses couches de la population et ses succès électoraux lui suffisent. Il serait hasardeux de lire les manifestations de l'extrême droite violente comme téléguidées par le FN. Pour autant, les connexions existent mais se jouent ailleurs.

**« Les nôtres avant les autres »**  
Un danger, et non des moindres, est l'investissement de militants dans des vraies associations ou des syndicats. La présence de plusieurs membres du « Bastion social » dans une manif de pompiers à Lyon en janvier doit servir d'alerte. À Rouen, l'infiltration d'un militant des Identitaires dans la CGT ne fut révélée que lorsqu'il fut candidat (et élu) pour le FN à Elbeuf en 2014. Sans vigilance, le risque existe de retrouver un militant d'extrême droite délégué syndical ou dirigeant une lutte. Des Identitaires à La Dissidence en passant par le Parti de la France (PdF), dans de nombreuses villes, quasiment tous

les groupes d'extrême droite organisent des maraudes pour distribuer nourriture et vêtements aux SDF « de souche ». Cette forme de militantisme présente pour eux l'avantage de ne pas entrer en concurrence électorale avec le FN dans une répartition des rôles bien comprise. Le FN ne trouve rien à redire. D'ailleurs, des sections du FNJ, comme à Paris, perpétuent l'exemple du Pasteur Blanchard, figure emblématique et historique des « soupes au cochon », qui continue ses maraudes. Ces initiatives sous le mot d'ordre « Les nôtres avant les autres » sont autant de vernis social sur la politique discriminante et xénophobe de la préférence nationale.

**« Fougue de la jeunesse »**  
À Toulouse, le « Cercle souveraineté et identité » regroupe des Républicains à l'Action française en passant par l'UPR et Debout la France. Face à la polémique causée par une distribution de sandwiches pur porc, Julien Leornadelli, conseiller régional FN, n'y voit que la « fougue de la jeunesse » et se réjouit de l'initiative du rassemblement... même l'Action française s'est dissociée en qualifiant l'initiative de caricaturale et mesquine. Pascal Gannat, comme d'autres élus FN régionaux des Pays-de-la-Loire, s'insurge de voir le Bastion social subir des pressions, une « association aidant les Français et les Européens en priorité » alors que celles « aidant exclusivement les



migrants sont subventionnés ». À Angers, il salue l'Alvarium comme « une initiative culturelle, sociale et caritative de jeunes angevins ». Il faut dire qu'un de ses fils, le leader du RED, en est le porte-parole. À Chambéry, un élu FN d'Annecy participe à l'inauguration du Bastion social. À Marseille, le cumulard FN Stéphane Ravier y va aussi de son soutien. Il faut dire que les militants de l'Action française n'ont pas été étrangers à sa campagne municipale victorieuse de 2014. Ces locaux de l'extrême droite restent des lieux de socialisation où peuvent se croiser tous les courants. « Hasard du calendrier », la Citadelle des zids lillois fêtaient justement son anniversaire le week-end du congrès du FN.

## FRONT SOCIAL

## Se coordonner pour gagner

Annoncée dès février dernier, la rencontre organisée par le Front social le samedi 7 avril a compté près de 400 participantEs qui se sont succédé à la bourse du travail de Paris. Un joli succès alors que la manifestation contre le projet de loi asile-immigration se tenait le même jour mais aussi alors qu'elle venait après les meetings organisés par François Ruffin et Copernic.

Le matin sont intervenus, en plénière, des étudiantEs de plusieurs facultés parisiennes, mobilisés y compris contre l'interdiction faite à la coordination nationale étudiante de se réunir à Nanterre ce week-end, des salariéEs d'Air France de plusieurs corps de métiers, d'un EHPAD ou un street médic.



## Se retrousser les manches dès maintenant

Sont également intervenus par téléphone un militant de Sud-Rail et un de la CGT depuis Mayotte où la mobilisation se poursuit, soit une assemblée représentative du bouillonnement social à l'œuvre depuis plusieurs mois, que l'ancrage de la grève SNCF et l'essor de la mobilisation étudiante renforcent.

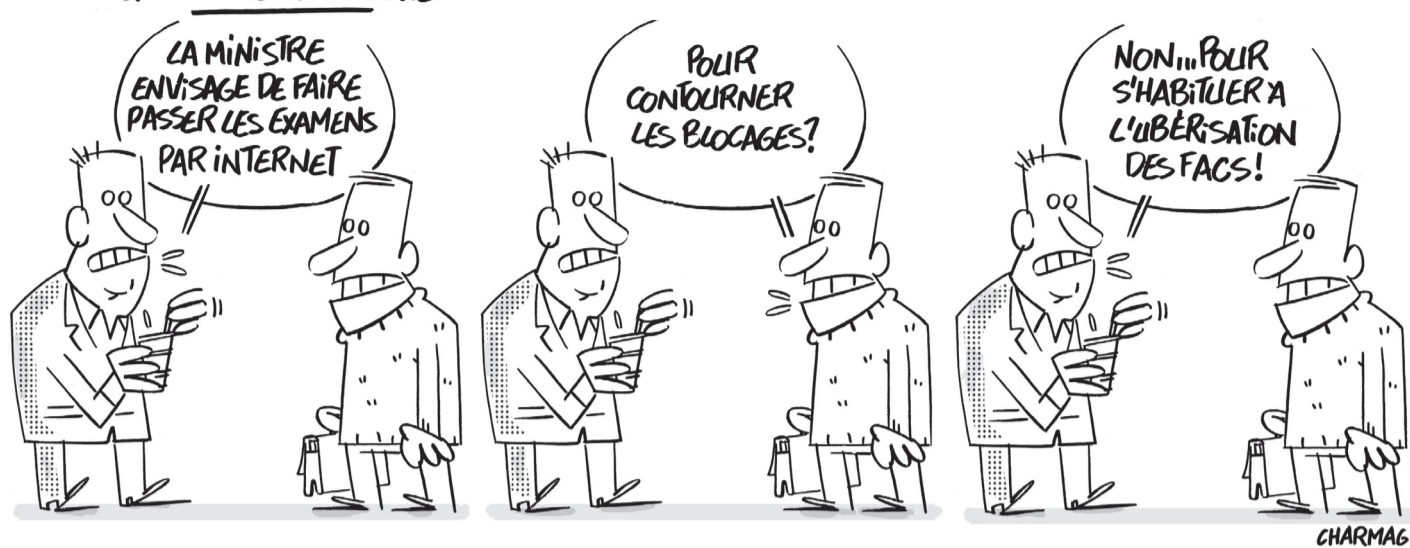
Un consensus s'est rapidement formé autour du rejet des stratégies des directions syndicales, qui n'ont mené qu'à l'échec lors des mobilisations passées, et de la nécessité que la convergence des luttes n'en reste pas au stade du vœu pieux, qu'il faut se retrousser les manches dès maintenant pour la concrétiser. De même, les manifestations, même les plus grosses, ne suffisent pas à faire reculer le gouvernement ; c'est bien la question de l'organisation de la grève générale et donc du blocage du pays qui est posée.

## Pour la coordination des luttes

L'après-midi était consacré au travail en commissions regroupant des camarades de secteurs aussi variés que les transports dont des camarades de la CGT RATP, qui poussent leur organisation à appeler à la grève reconductible, de La Poste, de l'éducation mais aussi du commerce ou consacrée à la répression. Pour finir, un appel, à l'initiative des postiers du 92 en grève depuis le 26 mars dernier, a été adopté, qui incite à la mise en place, partout où c'est possible, de coordinations des secteurs en lutte. Sur Paris, il est prévu de se rencontrer samedi 14 avril à la gare Saint-Lazare. Relevons le défi, réussissons notre printemps social!

LD

## L'UNIVERSITÉ EN MARCHÉ

MOUVEMENT ÉTUDIANT **Macron réprime pour éteindre le brasier**

Alors que la mobilisation étudiante se répand comme une traînée de poudre dans des dizaines d'universités, la répression du gouvernement a franchi un nouveau pas le lundi 9 avril, journée où les cheminotEs et les étudiantEs étaient côte à côte dans la rue.

Face à une radicalisation et une détermination accrue du mouvement de contestation, le gouvernement tente de briser les foyers de mobilisation pour casser les convergences avec les secteurs en lutte, cheminotEs en première ligne.

## Une mobilisation qui prend de l'ampleur

Le lundi 9 avril, ce sont plusieurs nouvelles universités qui ont profité de la date de grève nationale des cheminotEs pour se lancer dans la bataille contre la loi ORE. En région parisienne, alors qu'il y a encore quelques jours la fac de Tolbiac de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne était isolée à l'échelle régionale dans son combat contre la sélection, elle a été maintenant rejointe par l'université Paris VIII Saint-Denis, ainsi que par l'université Paris IV Clignancourt, l'université de Nanterre et, depuis lundi par l'université Sorbonne-Nouvelle (Paris III), toutes occupées jusqu'à nouvel ordre.

À l'échelle nationale, en plus des universités en grève depuis plusieurs semaines comme Nantes, Rennes ou Toulouse, ce sont des dizaines d'universités habituellement peu investies dans les mouvements sociaux, à l'instar de la fac

de Saint-Étienne, qui organisent des assemblées générales et qui parfois votent le blocage pour protester contre les réformes de l'éducation. Il est d'ailleurs difficile d'avoir un chiffre exact des universités actuellement en grève, ce qui ne peut qu'être bon signe.

## Tournant répressif

Il y a quelques semaines, le gouvernement avait déjà tenté de tuer la mobilisation dans l'œuf en multipliant les attaques policières dans les universités mobilisées, comme Bordeaux, Dijon ou encore Nantes. Mais la médiatisation de l'affaire de Montpellier avait contraint ce dernier à freiner dans la répression policière un temps. En effet, l'attaque du groupuscule fasciste à la faculté de droit de Montpellier avait eu l'effet inverse que celui escompté, et les étudiantEs avaient répondu par une assemblée générale réunissant 2500 personnes votant la grève illimitée.

C'est dans cette optique que sous pression de la mobilisation, le gouvernement n'a pas tenté de déloger l'occupation de la fac de Tolbiac, faisant le choix de ne pas risquer un retour de bâton en cas de forte répression policière. Mais ce temps est révolu, car

alors que Macron comptait sur un pourrissement des occupations, c'est bel et bien le contraire que montre la réalité des universités occupées qui commencent à devenir des réels carrefours pour la convergence des luttes. Et face à un mouvement d'ampleur qui gagne de nouvelles universités chaque jour, à la détermination des cheminotEs, le gouvernement, pour qui cette situation devient de plus en plus périlleuse, change de stratégie et tente de réaffirmer sa détermination et son autorité en réprimant les militantEs.

## Les flics à Nanterre, Lille 2...

Les étudiants de l'université de Nanterre ont payé les frais ce lundi. Alors que, depuis ce week-end, la fac était occupée suite à l'organisation de la coordination nationale étudiante (CNE) réunissant des étudiantEs mandatés venus de 35 universités, les flics ont passé à tabac les étudiantEs mobilisés, dont un a dû être évacué par une ambulance. Cette université, symbole de mai 1968, a en partie été la cible numéro 1 des forces de l'ordre car elle a accueilli la CNE, le cadre qui permet aux étudiantEs de décider eux-mêmes de la suite du mouvement, en se coordonnant nationalement, grâce à l'auto-organisation. Six étudiantEs de Nanterre ont été arrêtés et placés en garde à vue. Ces arrestations, visant les figures étudiantes militantes de la fac, ne sont pas anodines. Tout comme dans le mouvement ouvrier, à l'image du licenciement de Gaël

Quirante, elles ont pour objectif de casser la mobilisation en réprimant ses figures les plus combattives.

À Lille 2, le lundi 9 avril, le gouvernement n'a pas non plus hésité à sortir la matraque pour réprimer les étudiantEs mobilisés. Les enseignantEs d'université avaient en effet décidé de se mettre en grève pour empêcher la tenue des examens et demander leur report, ce à quoi le gouvernement a répondu par une répression massive. Sept fourgons de CRS attendaient les étudiantEs censés passer leurs examens, et ont délibérément gazé les étudiantEs et enseignantEs qui protestaient contre la tenue des partiels, ainsi que les cheminotEs qui avaient fait le déplacement en soutien. Face à ces conditions scandaleuses de tenue d'examen, la majorité des étudiantEs a décidé de rendre copie blanche, avec pour seule indication « Grève générale + 10 améliorable ».

Dernière tentative de répression du mouvement étudiant en date ? L'intervention des CRS à Grenoble pour empêcher la tenue... d'un comité de mobilisation. L'objectif est sans aucun doute de réprimer en province, là où la lutte est moins médiatisée et où la mobilisation est encore assez récente pour que des coups de matraque ne provoquent pas, comme ce fut le cas à Montpellier, une radicalisation encore plus grande du mouvement, et une détermination accrue des étudiantEs. Mais on ne lâchera rien!

Énora Lorita

## POSTE RENNES

« Avec la précarité, les petits salaires, la charge de travail, la souffrance, cette réorganisation a été vécue comme celle de trop »

**Entretien.** Les facteurEs de Rennes sont en grève depuis 3 mois. Nous avons rencontré **Arnaud**, facteur au bureau de poste de Rennes Crimée, militant Sud PTT, en grève depuis le 9 janvier.

Peux-tu revenir en bref sur les raisons de cette grève et les débuts de la mobilisation ?

Depuis que La Poste est passée en société anonyme il y a 8 ans, la direction impose tous les 2-3 ans des réorganisations violentes pour détruire nos missions de service public et développer toujours plus les missions économiques rentables. Dans mon bureau, ils ont supprimé 15 tournées en 10 ans, leur projet est d'en supprimer encore 6, soit un quart des emplois. Avec la précarité, les petits salaires, la charge de travail, la souffrance, cette réorganisation a été vécue comme celle de trop.

Sur Crimée on est toujours en grève majoritaire, et par les prises de parole et les débrayages sur d'autres bureaux on a réussi à entraîner des collègues de tout le 35.

Très vite vous avez constitué un collectif des facteurs en grève, organe de représentation et de direction de la grève.

La question s'est posée naturellement, pour intégrer les syndiqués et les non-syndiqués. Avec comme volonté surtout de dire à la direction « Nous sommes votre interlocuteur »!

Ce collectif est très important pour les collègues qui sont en grève minoritaire sur leur bureau. Et c'est à travers ce cadre que nous organisons les débrayages, les blocages des centres de tri, les rassemblements tous les mardis.

Dès le début nous avons compris que l'argent serait le nerf de la guerre: ainsi on a mis en place les caisses de grève, les piquets de grève, les collectes d'argent dans le quartier... On a reçu de très nombreux dons de toute la France, ce qui nous permet de verser quasiment tous les salaires.



# AIR FRANCE Gagner des augmentations de salaire : une lutte de longue haleine

Grèves les 22 février, 23 et 30 mars, 3, 7, 10 et 11 avril, des préavis déposés pour les 17, 18, 23 et 24 avril : menés essentiellement par les personnels navigants, mais avec l'appui du personnel au sol, les mouvements de grève se suivent, amenant à l'annulation de la moitié des vols Air France à chaque fois.

L'intersyndicale (tous les syndicats de navigants sont réunis, et au sol Sud, FO et CGT) tient bon face aux tentatives de division menées par la direction et relayées par la CGC et la CFDT qui se comportent en auxiliaires et montrent du doigt les salaires plus élevés des navigants. En oubliant de dire que leur vie familiale et leur santé sont impactées par les déplacements, le décalage horaire... Eux aussi seraient des privilégiés, comme les cheminotEs, comme toutes celles et tous ceux qui défendent leurs salaires et leurs qualifications.

## Objectif rattrapage des salaires

En fait l'objectif de la grève est simple et populaire : après les années de restriction, alors qu'Air France fait les plus gros bénéfices de son histoire, les salariéEs veulent un rattrapage de leurs salaires face à une inflation de 6% depuis 2011. La direction se plaint d'avoir déjà perdu plus de 100 millions d'euros dans ce conflit. Mais elle n'est pas bouleversée outre mesure, alors qu'elle pleure en prétendant que la moindre augmentation de salaire serait ruineuse pour la Compagnie...

Les salariéEs voient bien que les patrons, soutenus par le gouvernement, veulent camper sur leur objectif : baisser les salaires. Et c'est pour cela que les luttes sont organisées pour durer. Les mécanicienEs avion sont en mouvement depuis début décembre et bloquent régulièrement des départs avion en faisant respecter toutes les normes de sécurité et en observant des grèves ponctuelles au moment de gros dépannages. À l'atelier de révision moteurs à Orly, là aussi des équipes se sont organisées pour faire respecter toutes les normes, et ralentissent considérablement la sortie des réacteurs, occasionnant des pertes financières considérables.

## Qui sont les privilégiés ?

La caractéristique de tous ces mouvements est une alliance entre des composantes très corporatistes et les syndicats les plus militants. La direction d'Air France essaie de diviser en dénonçant les groupes politiques qui pousseraient à la fameuse « convergence des luttes » sans voir que c'est sa politique de blocage qui pousse objectivement à cette addition de luttes. Qui converge en pratique avec les luttes à la SNCF, dans les hôpitaux, les luttes des étudiantEs contre la sélection à l'université. Une même révolte contre cet univers macronien où tout est fait pour les riches, et où les salariéEs seraient des privilégiés tant qu'ils ne sont pas réduits à la soupe populaire, et encore...

Les vrais privilégiés voyagent en classe business, de plus en plus en jets privés,



échappent à l'impôt avec les fameux miles gratuits distribués aux hommes d'affaire, et eux s'octroient de confortables hausses de salaire : + 29% d'augmentation de

rémunération moyenne entre 2012 et 2016 pour les membres du comité exécutif d'Air France /KLM!

Joel Le Jeannic

## BLANQUEFORT Ford veut nous faire travailler : un comble !

Le problème premier de la direction n'est pas l'avenir de l'usine mais de savoir quand les salariéEs vont se remettre à travailler normalement. Cela fait en effet désormais plus d'un mois que les objectifs de production ne sont pas atteints : proches de rien pendant 3 semaines, autour de la moitié depuis.

Ce n'est pas le manque de pièces qui chagrine Ford. Ce serait plutôt cette sorte d'indiscipline dingue et inadmissible. Les dirigeants ne supportent pas ce qu'ils prennent pour un refus de travail. On n'a jamais vu une entreprise où des salariéEs étaient payés à ne rien faire. C'est immoral.

## Pression sur les salariéEs

Alors cette direction « travaille » à mettre la pression, à « motiver » le personnel. Elle est aidée depuis peu par le syndicat des cadres qui se met clairement au service des dirigeants. De manière plus ou moins fine, des cadres plus ou moins zélés cherchent des solutions pour que tout le monde rentre

dans le rang. C'est évidemment pour notre bien : travailler, c'est montrer à Ford qu'on reste professionnel, c'est pour éviter que Ford trouve des raisons de partir plus vite (!) c'est pour que Ford garde l'envie de trouver une solution (!), c'est enfin pour ne pas faire fuir d'éventuels repreneurs (!).

Logiquement, l'équipe CGT est accusée d'être responsable de la situation, des délégués sont attaqués personnellement (on va faire une réunion CHSCT extraordinaire). La CGT est le seul syndicat à encourager à ne pas travailler ce qui serait « suicidaire ». C'est vrai que nous sommes un peu seuls à défendre cette idée qu'on a le droit de ne pas avoir envie de travailler dans ces conditions,

que ce n'est pas parce qu'on ne travaille pas qu'on s'embête : on peut discuter, préparer des actions, on peut « travailler » à construire la mobilisation. Pour nous remettre au travail, c'est simple, il suffit que Ford s'engage à apporter de l'activité pour les années qui viennent et à maintenir les emplois. Voilà l'ambiance. Même si les actions de grève ou manifestation sont faibles, au moins ça résiste. Et c'est dans cette ambiance que nous préparons la journée de débat-concert en soutien à la mobilisation, samedi 21 avril. Il y a les moments difficiles et les moments enthousiasmants de la bataille. C'est comme on peut, avec les moyens du bord, mais on ne lâche pas.

Philippe Poutou

## LICENCIEMENT DE GAËL Plus que jamais mobiliséEs

Comme ils l'avaient annoncé, les postierEs du 92 n'ont pas arrêté leur mobilisation contre le licenciement de Gaël le jour de l'officialisation du licenciement de notre camarade par la direction de La Poste.

Après avoir appris son licenciement oral lors de la tentative, de la part d'une délégation de grévistes, d'être reçus par la direction de La Poste, Gaël a finalement reçu, par recommandé, le courrier officiel de licenciement pour faute lourde le 4 avril.

Dès l'annonce de l'autorisation de licenciement par le ministre du Travail Muriel Pécicaud, les postierEs du 92 se sont mobilisés. Depuis le 26 mars, des facteurEs mènent ainsi une grève reconductible majoritaire à Boulogne-Billancourt, Levallois-Perret, Asnières-sur-Seine, Neuilly-sur-Seine, Villeneuve-la-Garenne et Gennevilliers. « Clichy nous a rejoints jeudi avec 70% de grévistes », se réjouit Gaël. « Depuis 2009, on n'avait pas vu une mobilisation aussi rapide ». Depuis, les grévistes multiplient les prises de parole dans les différents établissements « marqués à la culotte » par les sbires de La Poste qui tentent d'empêcher l'élargissement du mouvement.

## Déni de justice

De son côté, soumise à une forte pression médiatique, la ministre a été contrainte de fournir, dimanche dernier sur France 3, une lamentable et provocatrice justification : « Moi, j'estime qu'un ministre n'est pas au-dessus de la justice. Quand il y a deux condamnations pénales et une condamnation du tribunal administratif qui invalide la décision des prédécesseurs sur ce sujet, je considère que mon devoir, c'est une certaine neutralité par rapport à la justice ». Étonnante neutralité quand on sait qu'à plusieurs reprises l'inspection du travail et le tribunal administratif ont refusé le licenciement de Gaël.

Mais pas de quoi décourager les postierEs, dont la mobilisation qui concerne plusieurs centaines de salariéEs est confortée par les résistances qui s'amplifient dans de nombreux bureaux de poste et centres de tri, dans tout le pays. Dans les Yvelines, l'Ile-et-Vilaine, la Gironde, les Bouches-du-Rhône et dans bien d'autres régions, postiers et postières protestent contre les suppressions de postes, la dégradation des conditions de travail, la répression. Avec un mouvement assis sur des assemblées générales, la constitution d'une caisse de grève, la résistance des postierEs est organisée pour durer. Et surtout le développement de la lutte autour des cheminotEs permet de renforcer la mobilisation tout en tissant des liens avec tous les secteurs en lutte.

Les cheminotEs ne gagneront pas seulEs. Les postierEs ne gagneront pas seulEs. Mais tous ensemble...

## Robert Pelletier

Pour soutenir les grévistes, donnez à la caisse de grève :

<https://www.lepotcommun.fr/pot/kgmfrk66>

Ou envoyez un chèque à SUD Poste 92

51, rue Jean-Bonal

92250 La Garenne-Colombes

Mention « Solidarité grévistes » au dos

Parallèlement, l'AG interpro organise des soirées-concerts de soutien qui fonctionnent bien.

## La direction bloque toute négociation avec vous. Peux-tu nous parler du fameux « dialogue social » à La Poste ?

Très vite la direction a refusé de nous rencontrer, ne voulant négocier qu'avec la CGT et Sud PTT, qui ont refusé évidemment. Aujourd'hui elle mise clairement sur le pourrissement, l'étranglement financier et la fatigue.

Son discours c'est : « La réorganisation est une politique nationale, elle est donc incontournable ici », ce qui est faux puisque là où il y a eu des résistances les réorganisations ne sont pas passées.

## Vous avez lancé avec vos collègues en grève du 33 et du 92 un appel à la mobilisation nationale à La Poste : quel est son but ?

En Gironde, la grève est très forte avec 30 bureaux dont la moitié majoritaires. Dans le 92, depuis le licenciement de Gaël, la grève s'installe dans les bureaux, avec aussi des revendications sur les salaires et les précaires. L'idée était de répondre à la boîte, qui veut imposer ses réorganisations partout en France, par un mouvement national. Et devant l'inaction des fédérations il fallait prendre l'initiative pour répondre au malaise des collègues mais surtout à leur envie de se battre.

Avec la journée de mobilisation du 22 mars et surtout le début de la grève

## chez les cheminotEs, quelles sont vos perspectives ?

Il n'y a pas le choix, il faut passer à une lutte nationale dans toute la boîte. Deux tiers des bureaux ne sont pas encore touchés par les réorganisations. C'est le sens de l'appel que nous avons lancé avec le 33 et le 92. Les cheminotEs montrent la voie c'est sûr, même si c'est différent pour eux puisque la réforme est nationale.

Dans le combat pour la convergence des luttes, la médiatisation est très importante, on parle très peu de nous alors qu'aucun secteur n'est en grève depuis aussi longtemps. Si les gens veulent converger vers nous qu'ils hésitent pas.

Propos recueillis par nos correspondants



## Les comités en action!

**Saint-Denis Mai 68, 50 ans après**

Samedi 7 avril, environ 70 personnes sont passées au débat-couscous organisé par le comité NPA de Saint-Denis (93). À 18h30 a commencé un débat sur mai 68 lancé par un extrait de 30 minutes du film *Mai 68: Tout changer* (inachevé à l'heure actuelle, voir ci-contre), montage de passionnantes interviews de militantEs qui ont connu 68 et qui expliquent comment elles et ils ont vécu cette explosion sociale qui a changé leur vie. Alain Krivine a ensuite pris la parole pour tirer le bilan politique de la plus grande grève générale qui ait eu lieu en France, dans la foulée d'un mouvement de contestation globale de la jeunesse. Puis un cheminot de Paris-Est et un étudiant de Paris VIII ont fait le point sur l'état et les perspectives des mobilisations en cours dans ces deux secteurs, pour conclure sur la perspective d'un «*ToutEs ensemble*» qui dépasse les limites de 68. Après le débat, certainEs sont partis et d'autres sont arrivés pour participer au couscous avec dessert et vins apportés par les militantEs. Bref, une réussite pour cette soirée chaleureuse, sans oublier la collecte de solidarité avec les postierEs en grève pour leurs conditions de travail et contre le licenciement de Gaël Quirante.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE/JMB

**Louviers Aux couleurs de la Catalogne**

Le NPA Seine-Eure a organisé, le 30 mars, une réunion-débat consacrée à la situation en Catalogne. Après avoir exposé la situation en Catalogne à la veille du référendum, notre camarade Didier a expliqué ce qui compose et sous-tend les forces en présence. La révolte indépendantiste n'a rien à voir avec l'égoïsme d'une région riche de l'Espagne, mais plutôt avec la volonté de s'opposer à la Constitution espagnole largement imprégnée de restes de la dictature franquiste, et le refus du peuple catalan de continuer à accepter la politique du gouvernement Rajoy et la répression. L'enjeu pour tous les militantEs anticapitalistes est de donner un contenu politique, social et écologique aux revendications, pour qu'elles puissent être reprises et soutenues ailleurs. La discussion a permis d'échanger des avis parfois différents. L'initiative a ravi les personnes extérieures au NPA, tant par la qualité de l'exposé que par la liberté de parole dans la discussion. La soirée s'est terminée autour d'un apéro espagnol et catalan.

**Bagnères-de-Bigorre Réunion publique avec Philippe Poutou.**

Le vendredi 6 avril, une réunion publique a rassemblé une quarantaine de personnes qui ont discuté de la situation sociale et politique. La grève des cheminotEs et la multitude de luttes qui se déroulent en ce moment ont bien évidemment animé le débat, ainsi que la question de l'unité, intersyndicale ou politique. La soirée s'est terminée par l'engagement de toutes et tous à se retrouver dans quelques jours, à Bagnères, pour mettre en place un collectif de soutien à la lutte des cheminotEs, contre Macron et son monde... Un exemple qui pourrait être suivi dans tout le département des Hautes-Pyrénées. Une réunion très utile donc, et qui a montré que le NPA a un rôle à jouer pour bousculer les routines et ouvrir des perspectives!

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

**librairie**  
★ la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris

Tél.: 01 49 28 52 44 - Fax: 01 49 28 52 43  
Ouverture lundi: 14h - 20h, du mardi au samedi: 12h - 20h

**Dans l'unité**

# Des collectifs pour défendre les cheminotEs et les services publics

*Depuis plus d'un mois maintenant, le NPA a entrepris une démarche unitaire vis-à-vis des organisations de gauche afin que, malgré nos désaccords, nous parlions d'une seule voix pour affirmer notre soutien aux luttes en cours, notamment à la SNCF, et que nous contribuions à la construction et au développement de la mobilisation. Depuis la fin du mois de mars, de nombreux collectifs locaux se sont constitués: nous relayons ici certaines de ces initiatives.*

**En Isère, pour l'extension du mouvement social**

Dans la foulée de la réunion unitaire initiée à Paris par le NPA, nous avons proposé une rencontre aux organisations à la gauche du PS de Grenoble. La même chose a eu lieu dans le Grésivaudan et prochainement à Voiron. Le PCF, La France insoumise, Ensemble 38, EÉLV, Génération.s, le PCOF, le PG ont répondu positivement. Rapidement nous avons sorti un communiqué de soutien à la grève des cheminotEs et un tract distribué aux usagerEs à la gare de Grenoble, mettant en avant la défense de la SNCF et de tous les services publics. Nous nous sommes revus le mardi 10 avril pour discuter des suites, avec plusieurs propositions du NPA: une réunion publique, des banderoles sur les ponts de l'autoroute, la préparation des prochaines échéances (19 avril, 1<sup>er</sup> mai, 5 mai)... L'objectif est double: participer à la bataille de l'opinion en solidarité avec les cheminotEs mais aussi populariser l'idée de la grève, de la mobilisation générale contre Macron et le gouvernement

alliés du patronat. Pour le NPA 38, tout ce qui peut permettre d'élargir le mouvement, de construire la grève générale doit être mis en œuvre. C'est le sens de notre action unitaire «*pour défendre nos services publics, la justice sociale et la société que nous voulons*»!

**Correspondante**

**À Lyon, un collectif unitaire «*Défendons tous les services publics! Solidarité avec les cheminotEs!*»**

Dans la continuité de la démarche unitaire initiée par le NPA, le collectif lyonnais rassemble pour l'instant Alternative libertaire, Génération.s, comité jeunes Génération.s, Ensemble! 69, Nouveau parti anticapitaliste, Nouveau parti anticapitaliste jeunes, Parti de gauche 69 et La France insoumise. Le constat est partagé que la lutte des cheminotEs a besoin d'un soutien le plus large possible pour gagner la bataille de l'opinion et aider à la construction et à la convergence des luttes en cours. Pour y arriver, il y a la volonté commune d'élargir aux syndicats

et associations, de multiplier les diffusions de tracts unitaires et de collecter de l'argent pour les caisses de grève. Le collectif a décidé d'un rassemblement devant la gare centrale de Part-Dieu le 21 avril avec des prises de parole de cheminotEs et de porte-parole nationaux des organisations. Les objectifs sont aussi de participer à la réussite des dates du 19 avril, du 1<sup>er</sup> mai, et de construire, dans l'unité, une grande manifestation à Lyon autour de la date du 5 mai. Le NPA 69 met toutes ses forces dans la bataille en construisant ce collectif, avec l'objectif d'aider au développement des grèves et d'aller vers un mouvement d'ensemble pour faire plier le gouvernement.

**Correspondant**

**À Perpignan, déclaration unitaire de la gauche 66 (7 avril 2018)**

«*Macron propose d'achever le service public ferroviaire par ordonnances avec des conséquences dramatiques pour les cheminots, les usagers et l'aménagement des territoires. Pour y arriver, il prend les cheminots pour*

*boucs émissaires, les faisant passer pour des privilégiés qui, comme les retraités, les étudiants ou les chômeurs, ruineront la France. La réalité est tout autre: ils se battent pour sauver l'emploi des générations qui viennent. Pour un service public essentiel à la transition écologique et à l'égalité des territoires. Dans notre département déjà économiquement sinistré, avec une précarité et un chômage record, la suppression des lignes Perpignan/Villefranche et Perpignan/Port-Bou ne ferait qu'aggraver les conditions de vie et de travail de la population et nuire à l'environnement. [...]*

*Ils nous veulent désunis? Nous répondons qu'ensemble nous sommes au côté des cheminots en grève et de leurs syndicats. Nous pensons utile que se développent des collectifs d'usagers et que soient soutenues les caisses de grève mises en place. Nous appelons à engager un débat démocratique, pour le développement du ferroviaire, de tous les services publics, pour les enjeux environnementaux et sociaux d'aujourd'hui.»*

**CUP, EÉLV, ERC, GDS, Génération.s, NPA, PCF, PG**

**En tournage**

## «*Mai 68, tout changer*»: une série d'interviews produite par le NPA

À l'occasion du cinquantième anniversaire de l'explosion sociale de mai 1968, le NPA a décidé de se lancer dans une drôle d'aventure: recueillir des témoignages d'actrices et d'acteurs des événements, en décidant de donner la parole à celles et ceux qui, depuis, n'ont rien lâché.

Ce sont ainsi des dizaines d'interviews qui ont déjà été réalisées, avec encore plusieurs journées de tournage en perspective. Camarades du NPA ou d'autres organisations politiques de gauche, militantEs associatifs et/ou syndicaux: les interviewéEs incarnent l'héritage de mai 68 dans sa diversité, avec ce point commun que, contrairement à des «*figures*» du mouvement comme Daniel Cohn-Bendit ou Alain Geismar, ils et elles n'ont jamais retourné leurs vestes.

CertainEs étaient déjà membres d'organisations politiques et/ou syndicales en 1968, et ont vécu les événements en tant que militantEs. D'autres ont découvert l'engagement politique, à Paris, à Rouen, à Toulouse, à Marseille ou à Nantes, à l'occasion du soulèvement de 1968. Ils et elles nous parlent des «*années 68*»: mobilisations internationales, mouvement contre la guerre du Vietnam et contre l'impérialisme, contestation de la chape de plomb morale de la France gaulliste, radicalisation de la jeunesse ouvrière face à l'exploitation.



Ils et elles nous racontent les événements, l'ambiance de mai-juin: nuit des barricades à Paris, affrontements avec la police et l'extrême droite, manifestations géantes du 13 mai, drapeau rouge sur la gare Saint-Charles à Marseille, occupations d'usine, etc.

Ils et elles nous expliquent, enfin, la force de propulsion de l'explosion de mai-juin, les rebondissements à la fin des années 1960 et dans les années 1970, les changements profonds, au niveau individuel comme

au niveau collectif, qu'a provoqués le soulèvement.

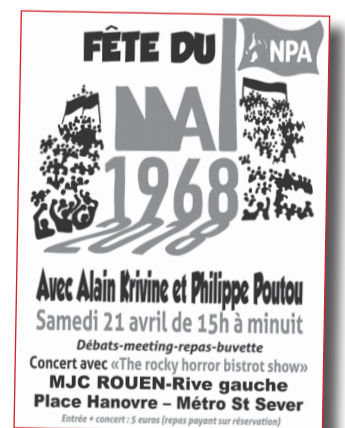
Ni enterrement ni nostalgie: la série d'interviews, qui constitueront un documentaire, donne à voir l'actualité de mai 1968, et ils et elles sont nombreux à rappeler qu'il y a aujourd'hui au moins autant de raisons, sinon davantage, de se révolter.

Diffusion et renseignements à partir du lundi 16 avril via le site internet du NPA.

Précisions et autres informations à venir dans les prochains numéros de *l'Anticapitaliste*.

**Meetings**

Les prochaines initiatives du NPA à l'occasion des 50 ans de mai 1968, en présence de notre camarade Alain Krivine



**Samedi 21 avril: Rouen** (à partir de 15h, MJC Rouen-rive gauche)

**Vendredi 4 mai: Bourg-en-Bresse** (20h, salle Olympe-de-Gouges)

**Judi 11 mai: La Ferté**

**Lundi 14 mai: Caen**

**Vendredi 18 mai: Montpellier**

**Samedi 19 mai: Toulouse**

**Mardi 22 mai: Bordeaux**

**Mercredi 23 mai: Nantes**

Précisions et dates à venir dans *l'Anticapitaliste* et sur le site du NPA

Expositions

# Néandertal l'expo

Musée de l'Homme, 17, place du Trocadéro 75016 Paris. Du 28 mars 2018 au 7 janvier 2019, tous les jours sauf le mardi de 10h à 18h.

Notre cousin très proche Néandertal a vécu plus de 300 000 ans en Eurasie continentale (de l'Angleterre à l'Altaï et au Proche-Orient). Il a disparu vers - 35 000, à l'époque où Sapiens (nous) devenait hégémonique sur la planète.

La longévité de Néandertal sous des climats extrêmement changeants interroge sur la survie de l'espèce humaine. Le regard porté par la « civilisation » lors de sa découverte interroge sur l'imaginaire de la science et de la culture tandis que sa disparition « au profit » de Sapiens pose un problème scientifique et philosophique non résolu.

Un « sous-homme » ?

« Néandertal, l'expo » répond à toutes les questions et émet plusieurs hypothèses quant à la disparition de notre cousin et, *in fine*, frère. L'exposition est découpée en 3 grands plateaux (« Le temps d'une journée », « Le temps d'une vie » et « Le temps d'une espèce ») subdivisés en 11 thèmes, tous appuyés par des pièces uniques réunies pour la première fois lors d'une exposition et par un soutien multimédia important.

Est donc exposé le crâne découvert en 1856 dans la vallée (Thal en allemand) de « Néander » (« Homme nouveau » en grec ancien). Il fut classé comme différent et antérieur à Sapiens : une révolution que n'avaient pas pu se permettre les Belges en 1828 avec le crâne d'Engis, qui s'avèrera pourtant être le premier os de type néandertalien trouvé au monde, tant la pression de la théorie fixiste et créationniste de Georges Cuvier faisait alors autorité. « Néander » ne fut pas facilement accepté et fut victime d'un véritable racisme pendant plus de 60 ans. Il ne pouvait s'agir que d'un « sous-homme », « simiesque » et « brutal ». Les représentations artistiques et populaires de l'époque sont édifiantes, et pourtant les découvertes scientifiques allaient prouver le contraire. La reconstitution au musée de l'Homme du site archéologique de la Folie (Poitiers) en amène la preuve avec

son mobilier original, les outils, les armes et les aliments.

Une exposition riche

Néandertal a survécu à plusieurs glaciations et réchauffements climatiques en s'adaptant à la nature. La question de la survie de l'actuelle espèce humaine au réchauffement est clairement posée. La rencontre et la fusion au Proche-Orient, il y a 100 000 ans,



de Néandertal et de Sapiens, a permis une hybridation féconde et le renforcement de Sapiens tandis qu'en Europe (France, Espagne), Néandertal disparaissait. Ne ratez en aucun cas cette exposition et ses multiples animations avec des scientifiques, des dessinateurs de BD, des soirées cinéma réunissant les meilleurs « nanars » sur Néandertal. Des animations ludiques pour enfants sont prévues

sur tout le parcours pendant que vous resterez scotchés aux explications scientifiques. Vous pourrez même écouter Néandertal prononcer des voyelles. Cerise sur le gâteau, l'exposition se termine sur une réflexion sur les déchets nucléaires et par la représentation en grandeur nature de Néandertal. C'est une femme ! Elle a été nommée « Kinga ».

Sylvain Chardon

## August Sander: Persécutés/persécuteurs, des hommes du XX<sup>e</sup> siècle

Mémorial de la Shoah, du 8 mars au 15 novembre 2018. Entrée gratuite, fermé le samedi.



Le Mémorial de la Shoah expose des séries de portraits réalisés par le photographe August Sander à l'époque du troisième Reich.

Né en 1876 d'une famille de mineurs, August Sander ira travailler en exploitation minière très jeune. À 16 ans, il se découvre une passion pour la photographie après l'acquisition de son premier appareil.

En 1910, il s'installe à Cologne après la faillite de son studio en Autriche et se lie d'amitié avec les animateurs du « groupe des artistes progressistes de Cologne » (Gruppe progressiver Künstler) au début des années 1920. Ils sont orientés

très à gauche et leurs recherches sont façonnées par l'effervescence révolutionnaire de cette période.

Une exposition glaçante

Il entreprend le projet de dresser le portrait de la société allemande au sortir de la Première Guerre mondiale, qu'il intitulera « Hommes du XX<sup>e</sup> siècle ». Il y ajoutera les photographies des personnes emprisonnées réalisées par son fils communiste mort en prison en 1944. August Sander est aujourd'hui reconnu comme une des figures les plus importantes de la photographie documentaire. Dans l'exposition « Persécutés/persécuteurs, des hommes du XX<sup>e</sup> siècle », le Mémorial de la Shoah nous montre 120 photos d'identité de Juifs persécutés ainsi que des portraits, réalisés en 1938, de nazis qui se faisaient photographier dans son studio. Les portraits de persécutés et de prisonniers politiques font face à des photos de nazis dans une salle ovale. C'est assez glaçant.

Sylvie Tridon

## Images en lutte. La culture visuelle de l'extrême gauche en France (1968-1974)

Jusqu'au 20 mai au Palais des Beaux-Arts, 13, quai Malaquais, Paris 6<sup>e</sup>.

Traces importantes de la mémoire collective de Mai 1968 et de ses suites, les affiches produites par l'Atelier populaire sont le fruit précieux de l'occupation de l'École des Beaux-Arts de Paris à partir du 14 mai 1968 par ses étudiantEs et ses enseignantEs, rejoints ensuite par de nombreux artistes. C'est donc en toute logique que ces affiches – plus ou moins connues, mais qu'il reste de toute façon essentiel de (re)découvrir – occupent une place de choix dès le début de cette exposition. Mais celle-ci est loin de se limiter à ce seul aspect.

Riche témoignage d'une révolte politique

L'exposition est organisée autour de différentes thématiques (l'usine, l'université, l'international, mais aussi l'exploitation agricole, la prison, etc.), et le visiteur se balade librement dans six années de contestations militantes, d'aspiration à l'émancipation, de combats toujours actuels. Très agréablement, on n'est pas noyé dans le bla-bla, et l'exposition laisse largement la place à différents documents iconographiques : affiches, livres, tracts, revues et périodiques, extraits de documentaires et reportages, etc. La

variété des thèmes ne laisse rien de côté : on passe des solidarités internationalistes tournées vers Cuba, la Chine ou le Chili, aux luttes concrètes sur les différents lieux de travail et d'études, sans oublier le mouvement des femmes et l'affirmation de la lutte pour les droits des homosexuelEs. C'est le riche témoignage de la révolte politique – en France en mai 1968 et dans les années qui ont suivi, mais aussi à travers le monde – de toute une génération du tournant des années 1960-1970. L'illustration d'une ébullition politique, celles des organisations d'extrême gauche interdites dès



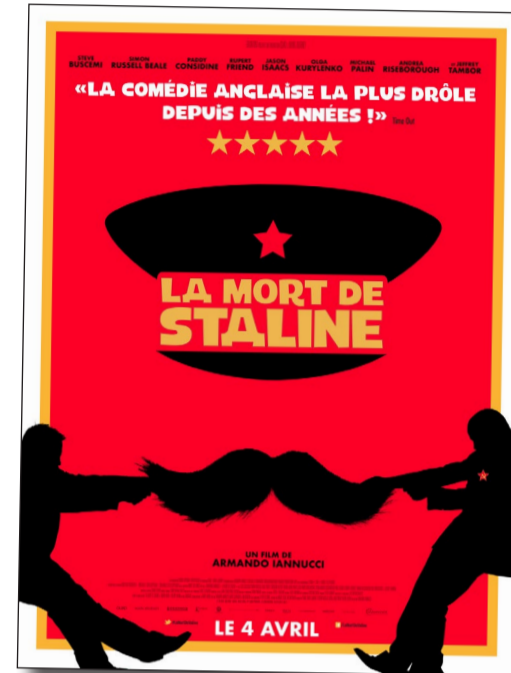
juin 1968, puis à nouveau en 1971. Un moment particulier de l'histoire durant lequel la création et les luttes sociales, l'art et la politique, furent intimement liés.

Un souvenir à faire vivre... et à prolonger. **Manu Bichindaritz**

Cinéma

# La mort de Staline, d'Armando Iannucci

Avec Steve Buscemi, Simon Russell Beale, Jeffrey Tambor... Sortir le 4 avril 2018 (1h48).



On n'aime ou pas le burlesque et l'humour noir. Les autorités de la Russie poutinienne font partie de ceux qui ne les apprécient pas puisqu'en janvier dernier, le ministère de la Culture a retiré le visa d'exploitation du film. Parmi les motifs de l'interdiction, est citée : « la déformation de l'Histoire ».

Une décision d'autant plus curieuse que le film de Iannucci, s'il ne lésine pas sur la satire et les détails extravagants sur ses personnages, est globalement fidèle à la vérité historique. Comme le souligne Jean-Jacques Marie, interrogé par le Figaro : « Le film retrace bien l'atmosphère qui régnait dans les sommets, entre Staline et ses collaborateurs du bureau politique, qui était un mélange de terreur et de haine les uns pour les autres ».

Guerre de succession

Dans la nuit du 1<sup>er</sup> mars 1953, Staline a une attaque, derrière les portes fermées de son bureau dans lequel il est interdit de pénétrer. La porte est finalement forcée, Staline est inanimé, les membres du bureau politique du PC rappellent dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 mars et font tarder l'appel à un médecin. Staline meurt : il faut donc annoncer la nouvelle au peuple soviétique et organiser les obsèques. Mais la principale préoccupation est ailleurs : qui va assurer la succession ? Normalement, ce devrait être Malenkov, représenté dans le film comme un benêt ridicule, mais il est clair qu'il ne fait pas le poids par rapport au vice-Premier ministre et responsable de la sécurité d'État, Beria. De son côté, Khrouchtchev, dont l'assise est moins importante, intrigue pour mettre Beria en minorité. Se succèdent les épisodes grotesques et les renversements d'alliances. Beria – le bourreau sanglant – étonne tout le monde en se transformant brusquement en libéral. Là aussi, c'est parfaitement authentique : plusieurs centaines de milliers de détenus sont libérés du goulag et, cela n'est pas montré dans le film, Beria est prêt, non seulement à une libéralisation interne, mais à rechercher des accommodements avec les pays occidentaux.

Un film réjouissant

Finalement, c'est Khrouchtchev qui gagnera, avec l'appui du maréchal Joukov (décrit comme un parfait abruti). C'est sur les circonstances de la chute de Beria que le film s'écarte le plus de la réalité : il exercera en fait le pouvoir pendant 3 mois et sera éliminé après la révolte ouvrière de Berlin-Est en juin 53, dont ses collègues lui attribueront la responsabilité. Quant aux circonstances de sa mort, il semble bien que cela ne s'est pas passé de manière aussi expéditive que dans le film : un procès non public le condamnera à mort en décembre 1953. Le ministre de la Culture russe a aussi parlé du film comme « une raillerie insultante envers le passé soviétique ». En fait, ce sont les contre-révolutionnaires staliniens qui sont les cibles du film. Il est réjouissant de voir ces personnages ignominieux (Beria en fureur leur rappelle qu'ils ont tous contribué à des meurtres de masse) décrits comme des pantins. **Henri Wilno**

# « Les opérations françaises au Rwanda ont constitué un soutien aux extrémistes Hutus, avant, pendant et après le génocide »

**24 ans après la génocide des Tutsis du Rwanda, peux-tu nous rappeler brièvement ce qui s'est passé en 1994, et le rôle de la France à l'époque ?**

Il y a 24 ans, les extrémistes Hutus prennent le pouvoir au Rwanda suite à un coup d'État et déclenchent, le 7 avril, le génocide des Tutsis en tant que tels, femmes, enfants et vieillards compris. Ils assassinent en outre un certain nombre de gens, côté Hutu, qui s'opposent à leur politique. L'essentiel des massacres auront lieu en avril, mais le génocide ne prendra fin qu'en juillet face à l'avancée du Front patriotique rwandais (FPR), mouvement opposé aux extrémistes Hutus, qui va progressivement prendre le contrôle du Rwanda et mettre fin au génocide. Il y avait eu un certain nombre de signes avant-coureurs dans les années précédentes : appels à l'extermination, massacres de plusieurs centaines de personnes, etc. C'est surtout la Belgique, ancienne puissance coloniale, qui est présente historiquement au Rwanda, mais la France prend pied petit à petit, essayant de supplanter les Belges, via la coopération civile puis la gendarmerie. Au fur et à mesure que la tension monte dans les années 1990-1994, avec les combats entre, d'une part le FPR et, d'autre part le gouvernement rwandais et l'armée rwandaise, entièrement hutue, la Belgique se retire petit à petit pour ne pas cautionner le régime, et la France en profite pour accroître son soutien. En 1994, c'est elle qui détient tous les leviers de la coopération civile, militaire, diplomatique, etc. La France intervient militairement avant le génocide, pendant le génocide pour évacuer ses ressortissants, et à la fin du génocide. L'ensemble des interventions sont contestées, mais c'est surtout la dernière, l'opération Turquoise, qui fait l'objet de vives critiques. Au total, ces opérations ont constitué un soutien aux extrémistes hutus, avant, pendant et après le génocide. Un soutien actif, notamment diplomatique et militaire, un soutien en connaissance de cause (dès 1993, Survie lançait ainsi l'alerte en affirmant que la France soutenait un régime qui préparait un génocide), qui a eu un effet sur le génocide lui-même : ces trois points (soutien actif, en connaissance de cause, qui a eu un effet), font qu'il y a une complicité de génocide.

**Tu parles de soutien militaire : comment cela se traduit-il sur les terrain ?**

Dans les années 1990-1994, c'est la France qui équipe, forme, conseille, entraîne l'armée rwandaise, qui jusqu'alors est quasiment inexistante. Elle va parfois même prendre son contrôle, comme lors d'une opération secrète en février 1993, et participer directement aux combats – avant 1994. Lorsque le génocide débute, la France se fait plus discrète, mais elle poursuit ses livraisons d'armes malgré l'embargo, et envoie des mercenaires comme Paul Barril ou Bob Denard, avec leurs hommes. Puis, lors de « l'opération Turquoise », elle va bloquer l'avancée du FPR et donc contribuer à ce que le génocide

**Entretien.** À l'occasion du 24<sup>e</sup> anniversaire du génocide des Tutsis du Rwanda (un million de morts selon les autorités rwandaises), et alors que l'ex-officier Guillaume Ancel, en « mission » au Rwanda lors des massacres, vient de publier un ouvrage (« Rwanda, la fin du silence ») confirmant la complicité de la France dans le génocide, nous avons rencontré **François Graner**, chercheur, auteur entre autres de « Le sabre et la machette. Officiers français et génocide tutsi », et membre de l'association Survie.



**Survie a co-signé une tribune dans le Monde le 21 mars demandant à Emmanuel Macron l'ouverture des archives. De quoi s'agit-il ?**

La pression pour ouvrir les archives a augmenté au cours des dernières années. Il s'agit de savoir précisément, concrètement, quel a été le rôle de certains militaires français, en particulier l'amiral Lanxade, chef d'état-major de l'époque, qui a un rôle absolument central dans cette histoire. L'ouverture des archives permettrait de clarifier les choses, de mettre fin aux rumeurs, aux soupçons, aux polémiques, etc. Hollande avait fait des annonces, très partielles et très peu suivies d'effets. J'avais demandé à consulter les archives, et on m'a refusé la quasi-totalité au début, puis la moitié de celles que je demandais. Le Conseil constitutionnel a entériné que le secret des gouvernants était plus important que la Convention européenne des droits de l'homme. Donc j'irai à la Cour européenne des droits de l'homme. L'essentiel avec ces archives, c'est de comprendre en particulier comment,

en février-mars 1993, se sont nouées les principales décisions françaises, avec toutes les conséquences qu'elles ont eues par la suite, en premier lieu le fait de soutenir les extrémistes hutus à tout prix. Un an avant le génocide, il y en avait eu d'importants massacres, dénoncés internationalement, la Belgique a même retiré son ambassadeur : il y a une alerte du président de Survie à ce moment-là, on a même été reçus à l'Élysée. Donc les autorités françaises savaient, mais ce qu'elles décident alors, c'est de prendre la place des Belges, de soutenir médiatiquement, diplomatiquement et militairement les extrémistes – et non le président en exercice qu'elles considèrent comme étant trop faible car il semble prêt à négocier. Et par la suite, à aucun moment ce soutien ne sera remis en question, alors même que le régime est en train de commettre un génocide. C'est un régime ami, et la France va faire comme d'habitude : le soutenir, qu'elles qu'en soient les conséquences pour les populations. **Propos recueillis par Julien Salingue**

se poursuive dans la zone sous contrôle français. Elle va certes désarmer des miliciens, mais elle va surtout permettre aux responsables du génocide de fuir au Zaïre (aujourd'hui République démocratique du Congo), de s'installer dans des camps, de se réorganiser, se réarmer, etc. Le chef actuel de l'état-major français, Lecointre, est intervenu pendant l'opération Turquoise, et s'est notamment illustré en cherchant délibérément le contact avec le FPR, en le provoquant, probablement dans le but de se faire remarquer, d'avoir des promotions grâce à ces combats.

**Que révèle et/ou confirme le livre de Guillaume Ancel quant au rôle et aux mensonges de l'armée et du gouvernement français ?**

Le livre d'Ancel est factuel : c'est le témoignage de quelqu'un qui était sur le terrain pendant l'opération Turquoise, donc une partie de l'intervention française. Le livre est intéressant car il contraste fortement avec nombre de déclarations officielles de la France. C'est intéressant de le comparer avec un certain nombre de documents d'archives, et cela constitue un tout très cohérent : la France a soutenu un régime ami, et on en voit les conséquences. Ancel montre qu'il avait des ordres offensifs, là où officiellement l'opération Turquoise était humanitaire ; il montre que les consignes de désarmer les miliciens sont venues très très tard ; il montre que la principale préoccupation était de collaborer avec les autorités rwandaises alors même qu'elles étaient génocidaires, idem pour les autorités religieuses ; il montre qu'alors que des survivants tutsis se faisaient massacrer et que l'armée française était à proximité, elle n'est pas intervenue, etc. Bref, tout cela est très en décalage avec ce que l'on a l'habitude d'entendre : on voit bien que la préoccupation humanitaire n'est venue que très tard, sous la pression des événements. D'ailleurs, il n'y avait aucun médecin au départ... Les seuls médecins qui étaient là étaient présents pour soigner les militaires français.

## L'image de la semaine



## Vu ailleurs



### DES ARMES FRANÇAISES TUENT AU YÉMEN.

La Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme et l'Observatoire des armements alertent tous deux dans un rapport sur des « livraisons massives d'armement (de la part de la France) à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis avant et pendant le conflit ». [...]

Les organisations relèvent « l'utilisation possible » de canons Caesar et chars Leclerc fabriqués par le français Nexter, de drones de surveillance et d'hélicoptères Cougar (Airbus) et de frégates françaises au large du Yémen.

Ces « indices de présence », précisent-elles, ont été compilés via « la consultation de rapports officiels », sur la base de données de l'Institut international de recherche sur la paix (SIPRI), de « témoignages confidentiels », de comptes Twitter spécialisés dans le renseignement militaire, etc. « Si ces indices ne constituent pas des preuves, ils jettent de graves soupçons sur la présence et l'utilisation massive de matériel militaire français au Yémen », peut-on lire.

Dix ONG, dont Amnesty International, la Fidf, Action contre la faim, Human Rights Watch ou Reporters sans frontières, ont appelé Emmanuel Macron à demander au prince héritier saoudien, en visite en France, de mettre un terme aux attaques contre les civils au Yémen. Elles pressent par ailleurs la France de cesser ses ventes d'armes à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis, qui mènent la coalition sunnite engagée au Yémen.

La présidence française a exclu toute suspension des ventes et livraisons, arguant d'un « contrôle très strict » des exportations. [...]

Le conflit au Yémen a fait plus de 10 000 morts depuis 2015, dont plus de 6 000 civils, déplacé plus de trois millions de personnes et menace d'une famine généralisée le pays le plus pauvre de la péninsule arabique.

« Des "indices de présence" d'armement français au Yémen », Ouest-France.fr, 9 avril 2018.

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

**10€ = 3 MOIS D'HEBDO**  
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois <b>28 €</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>56 €</b>	<input type="checkbox"/> 6 mois <b>20 €</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>40 €</b>
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <b>22 €</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>44 €</b>		
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <b>50 €</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>100 €</b>	<input type="checkbox"/> 6 mois <b>38 €</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>76 €</b>
Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois <b>10 €</b>	

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo <input type="checkbox"/> <b>14 € par trimestre</b>	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> <b>25 € par trimestre</b>	Hebdo <input type="checkbox"/> <b>10 € par trimestre</b>	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> <b>19 € par trimestre</b>

**Titulaire du compte à débiter**  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

**Désignation du compte à débiter**  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR43ZZZ54755

Date : ..... Signature obligatoire